

Commune d'AMY



35 Grande Rue
60 310 AMY

PLAN LOCAL D'URBANISME

07U08

- rendu exécutoire -
à compter du



RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE ET REPONSES APPORTEES

Date d'origine :
Avril 2012

8

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **10 juin 2010**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **22 mars 2012**

Urbanistes :

Mandataire :

ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3bis, Place de la République - 60800 CREPY en VALOIS
Téléphone: 03-44-94-72-16 Fax: 03-44-39-04-61
Courriel : Nicolas.Thimonier@Arval-Archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb), A.-C. Doisy (Urb-Eco)

Participation financière : **Conseil Général de l'Oise**





**ÉLEMENTS COMPLEMENTAIRES AU PROJET DE PLAN
LOCAL D'URBANISME ARRETE PAR DELIBERATION DU
CONSEIL MUNICIPAL DU 10 JUIN 2010**

Suite à l'avis défavorable du Préfet de l'Oise

ELEMENTS TENUS A DISPOSITION DU PUBLIC DANS LE CADRE DU
DOSSIER DE PLU ARRETE MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

JUILLET 2011

SOMMAIRE

- Extrait du registre aux délibérations du Comité Syndical intercommunal d'adduction d'eau potable de Guerbigny (80) pour l'année 2011 – Objet : Renforcement Beuvraignes et interconnexion avec le SIAEP d'Amy (60).
- Compte-rendu des réunions relatives à l'élaboration du PLU n°4 et n°5 abordant la question de la qualité de l'eau potable.
- Les résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine du ministère chargé de la santé : prélèvements du 15/03/2011, du 09/12/2010, du 22/11/2010, du 06/10/2010 et du 13/07/2010.

DEPARTEMENT DE LA SOMME

ARRONDISSEMENT DE MONTDIDIER

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE GUERBIGNY

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL
POUR L'ANNEE 2011

Objet : Renforcement Beuvraignes et interconnexion avec le SIAEP D'AMY (60).

Délégués en exercice: 73

Délégués présents: 49

Pouvoirs : 4

Délégués votants: 53

Pouvoirs : 4

Date de la convocation: 29 Avril 2011

L'an deux mil onze, le 4 mai à 18 h 00, le Comité Syndical du S.I.A.E.P. de GUERBIGNY, légalement convoqué, s'est réuni au Siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur OBERT, le Vice Président.

COMMUNES	DELEGUES PRESENTS	DELEGUES PRESENTS	SUPPLEANTS PRESENT
ANDECHY	O.TINCOURT	J.P. CORNILLE	
ARMANCOURT		B. FREMONT	
ARVILLERS	X. SOILLEUX		
ASSAINVILLERS		S. BOISSEAU	
BECQUIGNY	E. SOUFFLET	J. PETITEAUX	
BEUVRAIGNES	D. BERDON		
BOUSSICOURT	F. CARPENTIER		
BUS LA MESIERE	J.M.DELY	S. PENIN	
DAMERY	M. CARON	J.P. DESTOMBES	
DANCOURT POPINCOURT	Y. GAUTIER		
DAVENESCOURT	J.C. PRADHEILES		
L'ECHELLE ST AURIN	D. FOURNET	JM. CARRE	
ERCHES	X. BALZOT		
ETELFAY	G. KOEPLER	P. BACQUAERT	
FAVEROLLES	C. BIZET	M. TASSART	
FESCAMPES	J. GAMBLON		
FIGNIERES			
FRANSART		A. HASSINGER	
FRESNOY LES ROYE		G. MOREEL	
GOYENCOURT			M. CAPELLE
GRIVILLERS	R. TASSART	L. BARTETZKO	
GUERBIGNY	M. OBERT	T. SOUFFLET	
HATTENCOURT		RIGAULT	
LABOISSIERE	F. LAVOINE	P. GERVOISE	
LA CHAVATTE		M. JACQUART	
LAUCOURT	J.P. PROUILLET	D. VILLETTE	
LIGNIERE LES ROYE		F. MERCIER	
LIANCOURT	J.M. FONTES	A. GAUTIER	
MARQUIVILLERS	T. QUENTIN		
PARVILLERS	J.L. GRARDEL		
PIENNES ONVILLERS		JM. DEMOURY	
REMAUGIES	C.DOUCHE		
ROLLOT		P. MORGE	
RUBESCOURT			
TILLOLOY	G. DEMOEN		
VILLERS LES ROYE	J.C CHELLE	G. CARON	
WARSY	C. DUMONT	A.SOUFFLET	

**Objet : Projet Renforcement Beuvraignes et interconnexion avec le SIAEP
D'AMY**

Mr OBERT Vice Président, expose aux délégués le projet d'interconnexion avec le SIAEP d'AMY qui a des soucis de qualité d'eau, ce projet en attendant les estimations financières permet de renforcer et de sécuriser la commune de Beuvraignes qui est alimentée actuellement par une seule conduite de 150 m/m.

Le comité décide à l'unanimité d'approuver ce projet .

**Pour extrait conforme ,
Le Vice Président,
M. OBERT**



slaepguerbigny

AR-SIAEP Guerbigny

De : "AR Controle Legal Montdidier (PREF80)" <ar-controlelegal.montdidier@somme.gouv.fr>

Date : mer. 20/07/2011 09:17

À : "SIAEP de Guerbigny" <slaepguerbigny@orange.fr>

ACCUSE RECEPTION Il est donné accusé réception au SIAEP de Guerbigny de l'envoi des actes suivants : - délibération relative au renforcement de Beuvraignes et à l'interconnexion avec le SIAEP d'Amy - délibération relative à l'augmentation des branchements neufs et à la modification de branchements reçus le 19/07/11 Sous-Préfecture de Montdidier Section chargée des relations avec les collectivités locales

		pour action	délai
1 -	METHODE DE TRAVAIL ET ORDRE DU JOUR		
	<ul style="list-style-type: none"> •€L'élaboration du PLU a pour le moment consisté en l'organisation de réunions thématiques entre la commission d'urbanisme municipale et le bureau d'étude pour la réalisation du diagnostic. •€L'ordre du jour de cette réunion est la présentation du diagnostic et des enjeux dégagés aux personnes publiques associées. Il s'agit de la dernière réunion de la phase diagnostic. •€ARVAL remet 2 exemplaires du rapport de diagnostic au conseil pour validation puis mise à disposition des habitants. 	Commune	avr-09
	ARVAL transmet à la DDEA ce rapport au format informatique (CD ROM)		
	<ul style="list-style-type: none"> •€La DDEA rappelle les modalités de la concertation qui consiste en l'ouverture d'un cahier en mairie permettant de recueillir les remarques des administrés, la mise à disposition du Porter à Connaissance, la rédaction d'une note dans le bulletin municipal. La commune précise que le bulletin "info-village" de printemps à diffuser prochainement précisera l'état d'avancement du PLU et les moyens mis en œuvre pour assurer la concertation (diagnostic mis à disposition du public en mairie). •€La prochaine réunion aura pour objet l'élaboration du projet communal. •€Une réunion a été organisée avec les concessionnaires des réseaux. Il en ressort un état actuellement satisfaisant de l'ensemble des réseaux mais tout développement du village nécessitera des renforcements (dès 5 logements supplémentaires). ARVAL précise que cet investissement pourra, sur les zones à urbaniser identifiées, être mis à la charge de l'aménageur. Le maire d'Avricourt informe que le SIVOM qui a en charge la gestion du réseau d'électricité met les extensions de réseau à la charge des communes appliquant la PVR (Participation voirie et réseaux). •€La DDEA demande si la commune a sollicité la chambre d'agriculture pour établir le diagnostic agricole sur la commune. Ce dernier a été réalisé lors des réunions thématiques avec les exploitants locaux et le représentant de la Chambre d'Agriculture. Il sera transmis à la chambre pour avis. •€Le SEEF (Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt) de la DDEA, souhaite être destinataire direct des comptes-rendus des réunions d'élaboration du PLU. •€La DDEA demande si les OPAH façades et intérieur mises en place à l'échelle de la Communauté de Communes a engendré des demandes de travaux sur la commune. La commune d'Amy et la commune d'Avricourt répondent négativement. •€La DDEA rappelle le bénéfice d'une bonne desserte en transport en commun, comme c'est le cas sur la commune (plusieurs bus par jour). Les horaires de la ligne Crapeaumesnil, Lassigny, Noyon sont joints au présent compte rendu. Le billet est à 2€ et des formules d'abonnement peuvent être souscrites. Les horaires et tarifs peuvent être consultés sur le site internet du SMTCO à l'adresse suivante : www.oise-mobilite.fr •€Le territoire n'a pas été retenu pour une zone de développement éolien. Un projet a été proposé sur le territoire de 4 communes dans le prolongement de Roye. •€Des propositions d'identification des boisements en espace boisé classé seront demandées à la DDEA. 	ARVAL Commune	joint au CR pour info
		ARVAL	au plus tôt
		ARVAL	joint au CR
		ARVAL	avr-09
2 -	DIAGNOSTIC		
	<ul style="list-style-type: none"> •€La commune est concernée par des risques naturels selon l'Atlas des Risques Majeurs de l'Oise. Le risque le plus important, constaté localement est celui des remontées de nappe qui concerne l'ensemble du territoire communal. Ce risque devrait être précisé dans les certificat d'urbanisme. •€Concernant le manque de pression sur le réseau d'eau potable communal, ne permettant pas d'assurer la défense incendie via ce réseau, le maire d'Avricourt précise que la question a été résolue sur Avricourt par une repressurisation du château d'eau de Margny aux Cerises. La Lyonnaise des Eaux a précisé que des canalisations de diamètre 150 mm inexistantes sur Amy seraient nécessaires à assurer la défense incendie par le réseau. La défense incendie est assurée depuis des réserves. •€La question de la qualité de l'eau est soulevée. Des relevés présentent des taux supérieurs aux normes pour les nitrates et les pesticides. La DDASS expose l'exemple de la commune de Francastel sur laquelle tout développement de l'urbanisation a été limité en raison de la qualité de l'eau. Toutefois, les analyse de cette commune et de celle d'Amy ne sont pas comparables. A ce jour la DDASS ne peut pas se prononcer mais les résultats 	ARVAL Commune	pour info pour info
		Commune	pour info

	pour action	délai
<p>d'analyse n'étant pas alarmistes, la qualité de l'eau ne représente pas un blocage et permet de poursuivre les études du PLU.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concernant l'analyse du parc de logements sur la commune d'Amy qui est peu diversifié, la commune d'Avricourt fait part de son expérience de 16 logements locatifs aidés du T2 au T5 à des loyers d'environ 450-500€. • La commune pourra suresoir à statuer sur les projets d'urbanisation dès que le PADD aura fait l'objet d'un débat en conseil municipal. • Concernant la rue Fertile, si la partie ouest venait à être urbanisée, une participation aux réseaux peut être trouvée par la mise en place d'outils fonciers comme la TLE (Taxe Locale d'Équipement) ou la PVR. • Pour les boisements appartenant à des massifs de plus de 4 ha, l'abattage d'arbres doit faire l'objet d'une autorisation suivant le code forestier. Il ne serait pas inutile de rappeler cette réglementation dans le bulletin d'informations municipales. • Les murs remarquables du village seront identifiés en vue de leur préservation. • Ce document diagnostic ainsi présenté n'appelle pas d'autres remarques. Les enjeux mis en évidence sont joints au présent compte-rendu. 	Commune	pour info
	ARVAL	mai-09
	ARVAL	joint au CR
<p>5 - PROCHAINE REUNION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 20 mai 2009 à 14h30 en Mairie qui aura pour objet l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable communal. 		
<p><u>Diffusion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mairie d'Amy (pour diffusion générale) - ARVAL (membres de l'équipe) - DDEA-SAT (Mme Demory) 		

		pour action	délaï
1 -	ORDRE DU JOUR ET PLANNING <ul style="list-style-type: none"> Il s'agit de la dernière réunion de diagnostic sur le thème du paysage et de l'environnement. La question de l'environnement est un enjeu majeur de l'Etat (Grenelle de l'environnement). Cette réunion sera suivie début avril d'une réunion de présentation du diagnostic aux services de l'Etat et aux partenaires associés (chambres consulaires, Communauté de Commune du Pays des Sources, communes voisines, Conseil Régional, Conseil Général,...) Lors de cette réunion ARVAL remettra aux partenaires le rapport de diagnostic finalisé qui sera mis à la disposition des habitants en mairie dans le cadre de la concertation. Le compte rendu de la réunion précédente sur le thème fonctionnement urbain, les réseaux, les équipements et les activités économiques n'appelle pas de remarque. Il est validé. La commune informe ARVAL qu'une nouvelle activité de création de luminaire au sein du secteur aggloméré du village sera créée en mars 2009. 	ARVAL	avr-09
2 -	HISTOIRE <ul style="list-style-type: none"> En 1975/1978, l'Etat français a rétrocédé aux anciens propriétaires des terrains au nord-ouest du territoire communal. Ces terres avaient été acquises durant l'occupation dans le but d'y réaliser des aménagements militaires. Les Allemands ont réalisés des aménagements durs (plates-formes béton) pour mettre en place une véritable base d'aviation sur la commune d'Amy. Tous ces aménagements relatifs à la guerre ont été démontés dans les années 60. En outre, le bâti du village a été occupé par les Allemands. Plusieurs traces existent toujours dans certaines constructions. L'histoire toute particulière du village mérite à ce titre d'être valorisée et pourrait susciter l'intérêt touristique. Un travail de recherche et recueil de témoignages mériterait d'être mené sur le village retraçant l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale. 	ARVAL	pour info
3 -	PAYSAGE <ul style="list-style-type: none"> Le territoire communal s'inscrit à la transition entre un paysage largement ouvert de plateau limoneux agricole de grande culture (Plateau du Santerre) et un paysage fermé par les vallonnements et boisements (Collines du Noyonnais). La polyculture est encore présente et cette activité agricole contribue à façonner l'aspect bocage du secteur. Le village s'inscrit dans le paysage ouvert, faisant que son développement engendre des incidences sur son articulation avec les terres de grandes cultures. L'entrée de village depuis Avricourt n'a pas fait l'objet de photos présentées dans le diagnostic. Ce dernier sera complété. 	ARVAL	avr-09
4 -	ENVIRONNEMENT ET RISQUES NATURELS <ul style="list-style-type: none"> Le fossé communal permettant de gérer les eaux pluviales en les drainant vers l'Avre dénommé Fonds de Bray nécessite une bande enherbée de 5 mètres de part et d'autre permettant son entretien. Il représente l'exutoire de plusieurs talwegs qui concernent notamment les eaux de ruissellement du plateau agricole et traversent le secteur urbanisé de la commune. La partie sud du territoire communal comprenant les bois d'Avricourt et de Crapeaumesnil est de forte sensibilité environnementale. Elle fait l'objet d'une périmètre de ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) et de plusieurs corridors écologiques potentiels de déplacement de la faune identifiés. La commune compte encore un nombre important de pâtures sur lesquels il conviendra de réglementer la construction d'abris pour animaux notamment dans le cadre de la diversification agricole permettant l'accueil de chevaux. Une attention particulière sera portée aux pâtures situées dans le périmètre de la ZNIEFF à proximité des bois. Deux exploitations dans le secteur aggloméré pratiquent l'élevage. Les périmètres de 50 mètres autour des bâtiments accueillant le cheptel sont rectifiés par les agriculteurs du village présents. 		

	pour action	délai
<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs pneus destinés au maintien de bâches sur des stocks de pulpe ont été identifiés. Ces stocks n'étant plus utilisés, les terres devront être libérées de tous matériaux. • La commune informe ARVAL de la présence d'un dépôt destiné aux déchets verts située au droit de la Flaque à Brebis. La commune en assure la gestion. Il est rappelé qu'aujourd'hui, les déchetteries permettent une collecte des différentes sortes de déchets qui sont ensuite orientés vers des filières adaptées de traitement (élimination ou recyclage). • La collecte des ordures ménagères a lieu une fois par semaine, celles des cartons et journaux tous les 15 jours. La collecte des encombrants était jusqu'alors réalisée tous les deux mois. La mise en place d'un enlèvement des encombrants à la demande serait à étudier. • Des remontées de nappes phréatiques sont constatées de façon décennale. Tout le territoire communal est concerné par un risque élevé de remontée de nappe. La rue du Poirier et de manière générale le sud ouest du secteur bâti est particulièrement concerné. La réalisation de sous-sols est de manière générale déjà interdite par la commune. La prise en compte de ce risque pourrait constituer un enjeu majeur pour l'Etat, au regard du projet communal à élaborer dans le cadre du PLU. • Les risques d'effondrement relevés par l'Atlas des Risques Naturels Majeurs de l'Oise n'ont pas été constatés sur la commune. Le BRGM recense un effondrement effectif à proximité du point de captage d'adduction en eau potable. • L'étude d'assainissement a conclu à la mise en place d'un assainissement autonome. Le SPANC géré par la Communauté de Communes du Pays des Sources est en charge de vérifier la compatibilité des permis au regard de l'étude d'assainissement réalisé à la parcelle. • La commune est comprise dans le périmètre du SAGE de la Haute Somme en cours d'élaboration. ARVAL contactera Madame Boulay de la CCPS pour de plus amples informations sur l'avancement de ce dossier. 	Commune	pour info
<ul style="list-style-type: none"> • Concernant les terrains compris dans les périmètres du point de captage d'eau potable, la DDASS recommande un classement en zone N (zone naturelle). Ces derniers se trouvent en dehors des secteurs urbanisés de la commune. • La qualité de l'eau captée sur la commune pose problème. Elle a été déconseillée pour l'année 2008 aux nourrissons et femmes enceintes. Un rapprochement avec Lassigny a été envisagé mais la qualité de l'eau fait aussi défaut sur cette commune voisine. En général, ce problème est récurrent sur les communes du secteur. Les puits agricoles privés ne sont pas de meilleure qualité après extraction importante de volume d'eau. La nappe phréatique importante est la même, elle s'étend jusqu'au Plateau Picard en traversant le Bois des Loges posant la question du projet de décharge sur ce site au regard de la qualité de l'eau. Un rattachement avec les communes de Guiscard par Solente où l'eau captée est de meilleure qualité pourrait être envisagé mais nécessite des investissements de réseaux importants. Autre option : une desserte depuis le captage de Guerbigny qui alimente Beuvraignes et Roye. Le maire travaille sur la question. Le puit est actuellement à 90 m de profondeur et la pompe à 30 m. • Il semble important pour la validation par l'Etat du projet communal établi par le PLU que la question de la potabilité de l'eau sur la commune ait une réponse avant la fin des études, au risque de voire le préfet refuser toute forme de développement du village. 	ARVAL	fév-09
<p>5 - PROCHAINE REUNION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 1er avril 2009 à 14h30 en Mairie qui aura pour objet la présentation du rapport de diagnostic général aux partenaires publics associés. Pour cette réunion ARVAL réalisera un support power point et le dossier finalisé qui pourra être mis à disposition des habitants en Mairie. Un registre est mis à disposition des administrés aux heures d'ouverture au public de la Mairie. • La commune envoie les invitations à cette réunion. <p><u>Diffusion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mairie d'Amy (pour diffusion) - ARVAL (membres de l'équipe) - DDEA-SAT (Mme Demory) 	Commune	à suivre
<ul style="list-style-type: none"> • Le 1er avril 2009 à 14h30 en Mairie qui aura pour objet la présentation du rapport de diagnostic général aux partenaires publics associés. Pour cette réunion ARVAL réalisera un support power point et le dossier finalisé qui pourra être mis à disposition des habitants en Mairie. Un registre est mis à disposition des administrés aux heures d'ouverture au public de la Mairie. • La commune envoie les invitations à cette réunion. 	Commune	pour info

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

Date du prélèvement 15/03/2011 10h00

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY* (0%)

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires Les résultats de détermination de la radioactivité font apparaître une eau respectant les références réglementaires de qualité.

Conformité bactériologique

Conformité physico-chimique oui

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Activité Polonium 210	<0,0033 Bq/l		
Activité Tritium (3H)	<6 Bq/l		≤ 100 Bq/l
Activité Uranium 234	0,055 Bq/l		
Activité Uranium 238	0,055 Bq/l		
Activité alpha globale en Bq/L	0,15 Bq/L		
Activité bêta globale en Bq/L	0,12 Bq/l		
Dose totale indicative	0,010 mSv/an		≤ 0,1 mSv/an
Plomb 210 en mg/L	<0,053 mg/L		
Potassium 40 en mg/L	0,085 mg/L		
Radium 226 mBq/L (utiliser ACTRD26)	0,030 mBq/L		
Radium 228 mBq/L (utiliser ACTRD28)	<0,043 mBq/L		

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

Date du prélèvement 15/03/2011 09h45

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY* (0%)

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

L'analyse de type P2 a été réalisée selon mes directives et en application de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007. Celle-ci comporte notamment la recherche des pesticides et des composés organo-volatils. Dans le cas présent, les paramètres analysés sont conformes aux limites de qualité. La déséthyl atrazine est détectée.

Conformité bactériologique

Conformité physico-chimique oui

Respect des références de qualité non

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
2,4-MCPA	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Aclonifen	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Acrylamide	<0,1 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Acétochlore	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Alachlore	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Aluminium total µg/l	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Améthryne	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Anhydride carbonique libre	26,0 mg/LCO2		
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Atrazine	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Atrazine déséthyl	0,032 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Atrazine et ses métabolites	0,032 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Atrazine-déisopropyl	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Azoxystrobine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Baryum	0,043 mg/L	≤ 0,7 mg/L	
Benzène	<0,5 µg/l	≤ 1 µg/l	

Bifenox	<0,07 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Bore mg/L	0,011 mg/L	≤ 1 mg/L	
Bromacil	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Bromates	<3,0 µg/l	≤ 10 µg/l	
Bromoforme	1,90 µg/l	≤ 100 µg/l	
Bromoxynil octanoate	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Calcium	158 mg/L		
Carbofuran	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Carbonates	0 mg/LCO3		
Chlorfenvinphos	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorméphas	<0,045 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorodibromométhane	2,30 µg/l	≤ 100 µg/l	
Chloroforme	<0,5 µg/l	≤ 100 µg/l	
Chlorprophame	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorpyriphos éthyl	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlortoluron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	<0,50 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Clodinafop-propargyl	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Clomazone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Conductivité à 20°C	668 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	740 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Cyanazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Cyanures totaux	<10 µg/l CN	≤ 50 µg/l CN	
Cyproconazol	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Cyprodinil	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Desmétryne	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Diazinon	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Dichloromonobromométhane	0,73 µg/l	≤ 100 µg/l	
Dichloroéthane-1,2	<0,50 µg/l	≤ 3 µg/l	
Diflufénicanil	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Difénoconazole	<0,025 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Dimétachlore	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Diméthénamide	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Dinoterbe	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Diuron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Endosulfan alpha	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Endosulfan bêta	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Epichlorohydrine	<0,10 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Epoxyconazole	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Equilibre calcocarbonique 0/1/2/3/4	0 qualit.		≥1 et ≤ 2 qualit.
Ethofumésate	<0,035 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fenitrothion	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fenoxycarbe	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fenpropidin	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fenpropimorphe	<0,07 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fer total	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Fludioxonil	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	

Fluorures mg/L	0,16 mg/L	≤ 1,5 mg/L	
Flusilazol	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fénoxaprop-éthyl	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Glyphosate	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
HCH alpha	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
HCH bêta	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
HCH gamma (lindane)	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Heptachlore	<0,02 µg/l	≤ 0,03 µg/l	
Heptachlore époxide	<0,03 µg/l	≤ 0,03 µg/l	
Hexachlorobenzène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Hexazinone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Hydrogénocarbonates	381 mg/L		
Ioxynil	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Isodrine	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Isoproturon	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Kresoxim-méthyle	<0,045 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Lambda Cyhalothrine	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Lenacile	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Linuron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Magnésium	4,5 mg/L		
Malathion	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Manganèse total	<10 µg/l		≤ 50 µg/l
Mercure	<0,5 µg/l	≤ 1 µg/l	
Mécoprop	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Métabenzthiazuron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Métalaxyle	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Métamitrone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Métazachlore	<0,025 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Métolachlore	<0,035 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Métribuzine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Napropamide	<0,045 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Norflurazon	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Odeur (qualitatif)	1 qualit.		
Oxadiazon	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Oxadixyl	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Pendiméthaline	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Phosphate de tributyle	<0,10 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Potassium	2,8 mg/L		
Procymidone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Prométhrine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Propazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Propyzamide	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Pyriméthanil	<0,035 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Quinoxyfen	<0,065 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Simazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Sodium	9,9 mg/L		≤ 200 mg/L
Sulcotrione	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Sébutylazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	

Sélénium	6 µg/l	≤ 10 µg/l	
Terbuméton	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Terbuthylazin	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Terbuthylazin déséthyl	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Terbuthylazin et ses métabolites	<0,02 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Terbutryne	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Titre alcalimétrique complet	31,20 °F		
Titre hydrotimétrique	39,9 °F		
Total des pesticides analysés	0,032 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Triallate	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Trichloroéthylène	<0,50 µg/l	≤ 10 µg/l	
Trifluraline	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Trihalométhanes (4 substances)	4,93 µg/l	≤ 100 µg/l	
Turbidité néphélométrique NFU	0,36 NFU		≤ 2 NFU
Tébuconazole	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Tébutam	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Tétrachloroéthylène+Trichloroéthylèn	<0,50 µg/l	≤ 10 µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	<0,50 µg/l	≤ 10 µg/l	
pH	7,40 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH d'équilibre à la t° échantillon	7,19 unitépH		

Ministère chargé de la santé - Résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine

Critères de recherche

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Bulletin précédent

Bulletin postérieur

Rechercher

Informations générales

Date du prélèvement 15/03/2011 09h30

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY* (0%)

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conformité

Conclusions sanitaires

Eau de bonne qualité bactériologique. L'examen physico-chimique fait apparaître une eau conforme, on notera toutefois des valeurs élevée en nitrates. Aussi compte-tenu des teneurs enregistrées précédemment, la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. Il vous appartient d'aviser la population de cette restriction. (N.M non mesuré).

Conformité bactériologique oui

Conformité physico-chimique oui

Respect des références de qualité oui

Paramètres analytiques

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH4)	<0,050 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	1 n/mL		
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Carbone organique total	1,26 mg/L C		≤ 2 mg/L C
Chlore libre (2)	0,32 mg/LCl2		
Chlore total (2)	0,39 mg/LCl2		
Chlorures	27,4 mg/L		≤ 250 mg/L
Conductivité à 20°C	675 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	755 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm

Couleur (qualitatif)	0 qualit.	
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL
Nitrates (en NO3)	50,0 mg/L	≤ 50 mg/L
Nitrites (en NO2)	<0,020 mg/L	≤ 0,5 mg/L
Odeur (qualitatif)	0 qualit.	
Sulfates	37,3 mg/L	≤ 250 mg/L
Température de l'eau (2)	10,0 °C	≤ 25 °C
Titre alcalimétrique complet	29,8 °F	
Titre hydrotimétrique	38,8 °F	
Turbidité néphélométrique NFU	<0,30 NFU	≤ 2 NFU
pH	7,25 unitépH	≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH (2)	7,50 unitépH	≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 15/03/2011 09h15

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY*

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

La teneur en plomb dans l'eau au moment du prélèvement est inférieure à la limite de qualité. Cependant, ce résultat ne prouve pas que le réseau de distribution (réseau intérieur et/ou branchement public) ne comporte pas d'éléments (canalisations, soudures...) contenant du plomb. Les trihalométhanes, produits issus de la filière de traitement au chlore, sont détectés mais restent inférieurs à la norme réglementaire. La teneur en nitrates est supérieure à la limite de qualité. Aussi la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. La population doit être informée par vos soins de cette restriction. (N.M.: Non Mesuré).

Conformité bactériologique

Conformité physico-chimique non

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Acrylamide	<0,1 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Antimoine	<1 µg/l	≤ 5 µg/l	
Benzo(a)pyrène *	<0,01 µg/l	≤ 0,01 µg/l	
Benzo(b)fluoranthène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Benzo(g,h,i)pérylène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Benzo(k)fluoranthène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Branchement public en plomb (2)	0 qualit.		
Bromoforme	2,30 µg/l	≤ 100 µg/l	
Cadmium	<1 µg/l	≤ 5 µg/l	
Canali. intérieure en plomb (2)	0 qualit.		
Chlore libre (2)	0,13 mg/LCl ₂		
Chlore total (2)	0,20 mg/LCl ₂		
Chlorodibromométhane	2,50 µg/l	≤ 100 µg/l	
Chloroforme	<0,5 µg/l	≤ 100 µg/l	

Chlorure de vinyl monomère	<0,50 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Chrome total	<5 µg/l	≤ 50 µg/l	
Cuivre	<0,010 mg/L	≤ 2 mg/L	≤ 1 mg/L
Dichloromonobromométhane	0,76 µg/l	≤ 100 µg/l	
Dispo. intérieur traitement (2)	0 qualit.		
Epichlorohydrine	<0,10 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fer total	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Hydrocarb.polycycl.arom.(4subst.)	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Nickel	<5 µg/l	≤ 20 µg/l	
Nitrates (en NO3)	51 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO2)	<0,02 mg/L	≤ 0,5 mg/L	
Plomb	<2 µg/l	≤ 25 µg/l	
Température de l'eau (2)	14,0 °C		≤ 25 °C
Trihalométhanes (4 substances)	5,56 µg/l	≤ 100 µg/l	
pH (2)	7,50 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 15/03/2011 09h00

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY*

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

Eau de bonne qualité bactériologique. L'examen physico-chimique fait apparaître une eau conforme, on notera toutefois des valeurs élevées en nitrates. Aussi compte-tenu des teneurs enregistrées précédemment, la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. Il vous appartient d'aviser la population de cette restriction. (N.M non mesuré).

Conformité bactériologique oui

Conformité physico-chimique oui

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,050 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre (2)	0,13 mg/LCl ₂		
Chlore total (2)	0,20 mg/LCl ₂		
Conductivité à 20°C	680 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	760 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Odeur (qualitatif)	0 qualit.		
Température de l'eau (2)	14,0 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,30 NFU		≤ 2 NFU
pH	7,20 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH (2)	7,50 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 09/12/2010 11h00

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY* (0%)

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

Les résultats de l'analyse de recherche de pesticides font apparaître une eau non conforme aux limites de qualité fixées l'arrêté du 11 janvier 2007. La déséthyl atrazine est supérieure à la norme.

Conformité bactériologique

Conformité physico-chimique non

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
2,4-MCPA	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Aclonifen	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Acétochlore	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Alachlore	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Améthryne	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Atrazine	0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Atrazine déséthyl	0,109 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Atrazine et ses métabolites	0,139 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Atrazine-déisopropyl	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Azoxystrobine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Bifénos	<0,07 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Bromacil	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Bromoxynil octanoate	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Carbofuran	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorfenvinphos	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorméphos	<0,045 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorprophame	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Chlorpyrifos éthyl	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l	

Chlortoluron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Clodinafop-propargyl	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Clomazone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Cyanazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Cyproconazol	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Cyprodinil	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Desmétryne	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Diazinon	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Diflufénicanil	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Difénoconazole	<0,025 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Dimétachlore	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Diméthénamide	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Dinoterbe	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Diuron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Endosulfan alpha	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Endosulfan bête	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Epoxyconazole	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Ethofumésate	<0,035 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Fenitrothion	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Fenoxycarbe	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Fenpropidin	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Fenpropimorphe	<0,07 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Fludioxonil	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Flusilazol	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Fénoxaprop-étyl	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Glyphosate	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
HCH alpha	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
HCH bête	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l
HCH gamma (lindane)	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Heptachlore	<0,02 µg/l	≤ 0,03 µg/l
Heptachlore époxide	<0,03 µg/l	≤ 0,03 µg/l
Hexachlorobenzène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Hexazinone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Ioxynil	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Isodrine	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Isoproturon	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Kresoxim-méthyle	<0,045 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Lambda Cyhalothrine	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Lenacile	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Linuron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Malathion	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Mécoprop	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Métabenzthiazuron	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Métalaxyle	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Métamitrone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Métazachlore	<0,025 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Métolachlore	<0,035 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Métribuzine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l

Napropamide	<0,045 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Norflurazon	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Oxadiazon	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Oxadixyl	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Pendiméthaline	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Phosphate de tributyle	<0,10 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Procymidone	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Prométhrine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Propazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Propyzamide	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Pyriméthanil	<0,035 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Quinoxifen	<0,065 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Simazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Sulcotrione	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Sébutylazine	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Terbuméton	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Terbutylazin	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Terbutylazin déséthyl	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Terbutylazin et ses métabolites	<0,02 µg/l	≤ 0,5 µg/l
Terbutryne	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Total des pesticides analysés	0,139 µg/l	≤ 0,5 µg/l
Triallate	<0,05 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Trifluraline	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Tébuconazole	<0,02 µg/l	≤ 0,1 µg/l
Tébutam	<0,03 µg/l	≤ 0,1 µg/l

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 09/12/2010 10h30

Commune de prélèvement AMY

Installation AMY* (0%)

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

Eau de bonne qualité bactériologique. Concernant l'analyse physico-chimique, la teneur en nitrates est supérieure à la limite de qualité. Aussi la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. La population doit être informée par vos soins de cette restriction. (N.M.: Non Mesuré).

Conformité bactériologique oui

Conformité physico-chimique non

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH4)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	2 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Carbone organique total	1,04 mg/L C		≤ 2 mg/L C
Chlore libre (2)	0,31 mg/LCl2		
Chlore total (2)	0,39 mg/LCl2		
Chlorures	27,9 mg/L		≤ 250 mg/L
Conductivité à 20°C	690 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	770 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Nitrates (en NO3)	50,4 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO2)	<0,05 mg/L	≤ 0,5 mg/L	

Odeur (qualitatif)	0 qualit.	
Sulfates	37,1 mg/L	≤ 250 mg/L
Température de l'eau (2)	10,0 °C	≤ 25 °C
Titre alcalimétrique complet	29,2 °F	
Titre hydrotimétrique	38,0 °F	
Turbidité néphélométrique NFU	<0,30 NFU	≤ 2 NFU
pH	7,35 unitépH	≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH (2)	7,40 unitépH	≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 22/11/2010 11h10

Commune de prélèvement CRAPEAUMESNIL

Installation AMY*

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

Eau de bonne qualité bactériologique. Concernant l'analyse physico-chimique, la teneur en nitrates est supérieure à la limite de qualité. Aussi la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. La population doit être informée par vos soins de cette restriction. (N.M.: Non Mesuré).

Conformité bactériologique oui

Conformité physico-chimique non

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	2 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre (2)	0,44 mg/LCl ₂		
Chlore total (2)	0,52 mg/LCl ₂		
Conductivité à 20°C	695 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	775 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml +MF	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Nitrates (en NO ₃)	50,2 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO ₂)	<0,05 mg/L	≤ 0,5 mg/L	
Odeur (qualitatif)	0 qualit.		
Température de l'eau (2)	10,8 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,30 NFU		≤ 2 NFU
pH	7,25 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH (2)	7,35 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 06/10/2010 09h30

Commune de prélèvement MARGNY-AUX-CERISES

Installation AMY*

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

La teneur en plomb dans l'eau au moment du prélèvement est inférieure à la limite de qualité. Cependant, ce résultat ne prouve pas que le réseau de distribution (réseau intérieur et/ou branchement public) ne comporte pas d'éléments (canalisations, soudures...) contenant du plomb. Les trihalométhanes, produits issus de la filière de traitement au chlore, sont détectés mais restent inférieurs à la norme réglementaire. On notera toutefois des valeurs élevées en nitrates. Aussi compte-tenu des teneurs enregistrées précédemment, la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. Il vous appartient d'aviser la population de cette restriction. (N.M non mesuré).

Conformité bactériologique

Conformité physico-chimique oui

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Acrylamide	<0,1 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Antimoine	<1 µg/l	≤ 5 µg/l	
Benzo(a)pyrène *	<0,01 µg/l	≤ 0,01 µg/l	
Benzo(b)fluoranthène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Benzo(g,h,i)pérylène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Benzo(k)fluoranthène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Branchement public en plomb (2)	0 qualit.		
Bromoforme	6,60 µg/l	≤ 100 µg/l	
Cadmium	<1 µg/l	≤ 5 µg/l	
Canali. intérieure en plomb (2)	0 qualit.		
Chlore libre (2)	0,10 mg/LCl2		
Chlore total (2)	0,17 mg/LCl2		
Chlorodibromométhane	9,70 µg/l	≤ 100 µg/l	

Chloroforme	1,3 µg/l	≤ 100 µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	<0,50 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Chrome total	<5 µg/l	≤ 50 µg/l	
Cuivre	0,013 mg/L	≤ 2 mg/L	≤ 1 mg/L
Dichloromonobromométhane	4,90 µg/l	≤ 100 µg/l	
Dispo. intérieur traitement (2)	0 qualit.		
Epichlorohydrine	<0,10 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Fer total	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Hydrocarb.polycycl.arom.(4subst.)	<0,04 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	<0,01 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Nickel	<5 µg/l	≤ 20 µg/l	
Nitrates (en NO3)	50 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO2)	<0,02 mg/L	≤ 0,5 mg/L	
Plomb	<2 µg/l	≤ 25 µg/l	
Température de l'eau (2)	14,0 °C		≤ 25 °C
Trihalométhanes (4 substances)	22,50 µg/l	≤ 100 µg/l	
pH (2)	7,60 unité pH		≥ 6,5 et ≤ 9 unité pH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 06/10/2010 09h00

Commune de prélèvement MARGNY-AUX-CERISES

Installation AMY*

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires Eau de bonne qualité bactériologique et physico-chimique au regard des paramètres recherchés. (N.M: non mesuré)

Conformité bactériologique oui

Conformité physico-chimique oui

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	2 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre (2)	0,10 mg/LCl ₂		
Chlore total (2)	0,17 mg/LCl ₂		
Conductivité à 20°C	700 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	780 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Odeur (qualitatif)	0 qualit.		
Température de l'eau (2)	14,0 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,30 NFU		≤ 2 NFU
pH	7,45 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH (2)	7,60 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

Département

OISE

Commune

AMY

Réseau(x)

AMY*

Commune(s) et/ou quartier(s) du réseau

- AMY
- AVRICOURT
- CRAPEAUMESNIL
- FRESNIERES
- MARGNY-AUX-CERISES

Date du prélèvement 13/07/2010 11h00

Commune de prélèvement FRESNIERES

Installation AMY*

Service public de distribution AMY

Responsable de distribution SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Maître d'ouvrage SYNDICAT DES EAUX D'AMY

Conclusions sanitaires

Eau de bonne qualité bactériologique. Concernant l'analyse physico-chimique, la teneur en nitrates est supérieure à la limite de qualité. Aussi la consommation de l'eau demeure déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons. La population doit être informée par vos soins de cette restriction. (N.M.: Non Mesuré).

Conformité bactériologique oui

Conformité physico-chimique non

Respect des références de qualité oui

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	280 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	45 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre (2)	0,14 mg/LCl ₂		
Chlore total (2)	0,21 mg/LCl ₂		
Conductivité à 20°C	705 µS/cm		≥180 et ≤ 1000 µS/cm
Conductivité à 25°C	785 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Nitrates (en NO ₃)	50,2 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO ₂)	<0,05 mg/L	≤ 0,5 mg/L	
Odeur (qualitatif)	0 qualit.		
Température de l'eau (2)	22,8 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	0,42 NFU		≤ 2 NFU
pH	7,60 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH
pH (2)	7,40 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

(2) Analyse réalisée sur le terrain

DEPARTEMENT de l'OISE

Commune d'AMY

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Enquête Publique du 20/12/2011 au 21/01/2012

- A. Rapport de 10 pages.
- B. Conclusions de 2 pages.
- C. Annexes de 16 pages

Le rapport, le dossier et le registre d'enquête ont été remis à Mr le Maire d'Amy le 13 février 2012.

Anne-Marie FARVAQUE-BERA
commissaire-enquêteur

A. Rapport du commissaire-enquêteur

SOMMAIRE

1 Généralités

1A Objet de l'enquête

1B Cadre juridique de l'enquête

1C Composition du dossier

2 Organisation et Déroulement de l'Enquête

2A Désignation du commissaire-enquêteur

2B Modalités de l'enquête

2C Démarches préalables

2D Information du public

2E Climat de l'enquête

2F Clôture de l'enquête

3 Analyse des Observations

3A Observations du public

3B Observations du commissaire-enquêteur

1 GENERALITES

1A Objet de l'enquête

La commune d'Amy, qui compte environ 400 habitants, est constituée d'un bourg et de deux secteurs de constructions isolées: la ferme Sébastopol et la ferme Haussu. Cette commune, essentiellement tournée vers l'activité agricole, se situe près de la limite départementale séparant l'Oise de la Somme et appartient à la communauté de communes du pays des Sources.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays des Sources est en cours d'élaboration depuis 2009. Ce projet est actuellement dans la dernière phase puisque la rédaction du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est maintenant terminée.

La commune d'Amy n'avait pas jusqu'à présent de document d'urbanisme. Le 10 avril 2008, le conseil municipal a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et les modalités de la concertation sur l'ensemble du territoire communal. Le 10 juin 2010, le conseil municipal, après avoir effectué le bilan de la concertation, a arrêté le projet du Plan Local d'Urbanisme. Le 15 septembre 2011, le conseil municipal a délibéré sur la mise à enquête publique du projet de PLU.

En ce qui concerne l'assainissement, un plan de zonage est actuellement soumis à enquête publique. Le projet prévoit une solution d'assainissement collectif pour le bourg et d'assainissement non collectif pour la ferme Sébastopol et pour la ferme Haussu.

1.B Cadre juridique de l'enquête

Par son arrêté municipal du 15 novembre 2011, Monsieur le maire d'Amy a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme en conformité avec la législation en vigueur.

Cette enquête vise à recevoir les avis du public sur le Projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté. Les modalités de cette enquête publique sont définies par l'article L123-10 du Code de l'urbanisme

1C Le Dossier

La municipalité d'Amy a confié la réalisation du dossier d'élaboration du PLU à l'agence d'urbanisme ARVAL Sarl, 3bis Place de la République 60800 Crépy-en-Valois.

Le dossier comprend :

- les actes administratifs
- le rapport de présentation
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable
- l'orientation d'aménagement spécifique aux terrains inscrits en zone 1AUh
- les documents réglementaires
- les annexes sanitaires
- les annexes servitudes et informations jugées utiles
- les avis des journaux

2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2A Désignation du commissaire-enquêteur

Par ordonnance en 23 septembre 2011, Mr. le Président du Tribunal Administratif d'Amiens m'a désignée en qualité de commissaire-enquêteur pour conduire cette enquête publique. J'estimais avoir une position neutre par rapport au dossier mis à l'enquête publique et l'acceptais en m'engageant à travailler dans le sens de l'intérêt général.

2B Démarches préalables

Le 07 novembre 2011, je rencontrais Mr le maire qui me présentait le dossier et nous convenions ensemble des dates de cette enquête.

Le 06 décembre 2011, je passais en mairie pour parapher le registre. Je constatais la présence de l'affichage en mairie.

2C Modalités de l'enquête

L'enquête s'est déroulée pendant une durée de trente-trois jours consécutifs, du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 inclus, période durant laquelle les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête de 32 pages à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par moi-même, sont restées déposés en mairie d'Amy, où les personnes intéressées ont pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et consigner librement leurs observations éventuelles sur le registre ouvert à cet effet, ou me les adresser par écrit pour être annexées audit registre.

Les dates de mes permanences en mairie étaient les suivantes:

- mardi 20 décembre 2011 de 17h15 à 19h15
- jeudi 05 janvier 2012 de 10h30 à 12h30
- samedi 21 janvier 2012 de 10h15 à 12h15

J'étais présente en mairie d'Amy à l'ouverture et à la clôture de l'enquête.

2D Information du public

Conformément à l'arrêté d'enquête publique, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, un avis au public d'ouverture d'enquête et de ses modalités a été publié dans les annonces légales de deux journaux du département, soient :

- Le Courrier Picard dans ses éditions du vendredi 02 décembre 2011 et du lundi 26 décembre 2011
- Le Parisien dans ses éditions du vendredi 02 décembre 2011 et du lundi 26 décembre 2011.

Du 01 décembre 2011 au 21 janvier 2012 inclus, les informations relatives à cette enquête sont restées affichées dans la commune d'Amy. J'ai moi-même constaté le 06 décembre 2011 et à chacune de mes permanences l'affichage d'un avis en mairie. Les formalités sus visées sont respectivement justifiées par un certificat d'affichage de la mairie et une copie de l'avis affiché. Ils sont joints en annexe de ce rapport.

De plus, un avis a été distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la commune le 30 novembre 2011. Une copie de cet avis est donnée en annexe.

2E Climat de l'enquête

Les dates et heures de mes trois permanences ont été choisies de manière à faciliter la venue du public. Une permanence avait lieu le samedi matin, une autre le soir.

Une vingtaine de personnes sont venues aux permanences pour se renseigner sur le dossier. Sept observations ont été consignées sur le registre et j'ai reçu deux courriers.

L'enquête s'est déroulée sans incident.

2F Clôture de l'enquête

A l'issue de l'enquête le 22 janvier 2012 à 9h, j'ai clos et signé le registre. Le 27 janvier 2012, j'ai rencontré Mr le maire d'Amy afin de lui présenter les observations du public et d'obtenir les réponses de la municipalité.

3 ANALYSE DES OBSERVATIONS:

3A Observations du public

Une vingtaine de personnes sont venues en permanence s'informer sur le dossier. Parmi elles, sept ont déposé leurs observations sur le registre et j'ai reçu deux courriers que j'ai annexés au registre d'enquête.

Observation n° 1 émise par Mr Yann Guigand, représentant de la Société GIS :
« Nous sommes en accord avec le découpage PLU, notamment avec la zone UE qui nous touche. Nous profitons de cette enquête pour resigaler notre développement d'activité et nos potentiels souhaits d'extension de nos surfaces par l'achat de parcelles voisines aux nôtres. »

Le commissaire-enquêteur prend acte des souhaits d'extension de la Société GIS qui emploie environ cinquante personnes à Amy.

Observation n° 2 émise par Mr et Mme Serge Desgardin :
« Nous ne sommes pas d'accord pour voir se construire une industrie juste en face de la maison. Zone UE. Il serait souhaitable pour nous habitants depuis 35 ans de voir des habitations plutôt qu'un atelier où une industrie bruyante, camions etc. surtout que ce sont des petites parcelles différentes. »

Réponse de la municipalité : « L'accès à la zone UE doit se faire sur la rue des Tilleuls et non en face de l'habitation de Mr et Mme Desgardin »

Avis du commissaire-enquêteur : Les parcelles situées en face de l'habitation de Mr et Mme Desgardin sont desservies par les réseaux, c'est pourquoi la municipalité souhaite les intégrer à la zone urbanisée. La municipalité fait le choix de les intégrer à la zone économique toute proche dans l'optique de permettre à des artisans de s'installer. L'autre option envisagée par Mr et Mme Desgardin consistant à intégrer ces parcelles à la zone UA ne m'apparaît pas une bonne solution car les habitations qui y seraient construites seraient alors trop proches de la zone d'activité économique.

Observation n° 3 émise par Melle MO Devin :
« Je suis propriétaire de la parcelle B215. Le projet prévoit de créer un emplacement réservé sur la totalité de cette parcelle de 1238 m² initialement constructible en totalité mais devenue inconstructible pour partie du fait de la

construction d'un bâtiment d'élevage sur la parcelle voisine. Autorisation délivrée par dérogation le 04 mars 2002. La commune se porte acquéreur pour sécuriser le carrefour et aménager le parvis de l'église. Je serai d'accord pour céder mon terrain en totalité à la commune au prix du terrain à bâtir appliqué dans la région et au jour de la négociation. »

Réponse de la municipalité : « Ce sujet sera débattu au conseil municipal. »

Avis du commissaire-enquêteur : J'ai bien noté que Melle Devin est d'accord pour vendre son terrain en totalité à la commune sous réserve d'une entente sur le montant de la vente. Lorsque le PLU sera approuvé, Melle Devin aura la possibilité de mettre en demeure la commune d'acquérir la totalité de la parcelle. Ces dispositions sont précisées dans l'article L 230-3 du code de l'Urbanisme.

Observation n° 4 émise par Mr Henri Dessens :

« (B n°195, n°196 et n°197) Durant l'enquête publique du PADD du PLU, j'avais déjà fait remarquer que ma parcelle B n° 196, classée en zone « éléments de paysage à préserver au titre de l'article L.123-1-5-7 pouvait empêcher le bon développement de mon activité agricole. En effet, il s'agit actuellement d'un verger privé mais l'article L.123-1-5-7 est très contraignant par rapport à des projets futurs d'extension de mes bâtiments agricoles. Ainsi, je vous demande de retirer la trame de B n°196. De plus, le 23 décembre 2011, j'ai reçu un courrier de la Chambre d'Agriculture de l'Oise me joignant l'avis officiel de la Chambre d'Agriculture. Dans ce dernier il est bien spécifier en page 6 qu'ils recommandent le retrait de la trame paysagère sur la parcelle B n°196. Ceci confirme mon souhait. »

Réponse de la municipalité : Avis favorable pour supprimer la trame verte sur la parcelle n°B196, le fils de Mr Dessens est agriculteur et aura peut être besoin de faire construire un hangar agricole sur cette parcelle n°196. »

Avis du commissaire-enquêteur : Avis favorable. De même, la trame verte figurant sur la parcelle ZD n° 15 devrait être supprimée car cette dernière n'est plus plantée d'arbres.

Observation n° 5 émise par Mr Christian Bellegueule :

« Serait-il possible que ma parcelle cadastrée 69 en zone N soit rattachée à la zone 1AUe ?

Réponse de la municipalité :

« Il n'y a pas de besoin urgent à agrandir la zone 1AUe actuellement »

Avis du commissaire-enquêteur :

« Je partage l'avis de la municipalité en ce qui concerne le périmètre de la zone 1AUe, le modifier pour accéder à la demande de Mr Bellegueule le rendrait moins cohérent.

Observation n° 6 émise par Mr Christian Bellegueule :

« Je ne suis pas d'accord pour laisser un passage sur ma parcelle 241 située rue des vaches. Ce qui diminuerait ma façade de terrain constructible. »

Avis du commissaire-enquêteur :

En ce qui concerne, la parcelle B n° 241 sur laquelle la commune souhaite placer l'emplacement réservé n°3, je souhaite que la commune étudie une alternative pour l'accès aux parcelles B n° 236, 237 et 238. Il me paraît souhaitable en effet qu'elle étudie la possibilité d'un achat à l'amiable d'une très petite partie de la parcelle B n°239 afin de permettre l'élargissement de la ruelle Prince à l'endroit où cette dernière est trop étroite. »

Observation n° 7 émise par Mme MP Maclart, 13 rue verte 60310 Amy :

« Je suis propriétaire en indivision avec mon frère et ma sœur sur la parcelle ZD 61, je souhaiterais être tenu au courant de chaque modification du PLU pour le terrain agricole ou constructible. »

Réponse de la municipalité :

« Mr et Mme Maclart ont été informés du projet d'élaboration du PLU dès 2008 et le plan de zonage a même été modifié suite à leur demande. »

Observation n° 8 : courrier de Mr Jacques Levert, 41 rue des moulins 60410 Verberie en date du 18/01/2012 d'une page. Une copie est donnée en annexe de ce rapport :

« Madame, j'aurais aimé que les parcelles B90 et B91 chemin des potelettes soient incluses dans le périmètre du PLU en cours d'élaboration. Je pense en effet qu'il vaut mieux élargir son périmètre que l'allonger. Merci de l'attention que vous voudrez bien apporter à ma requête. »

Réponse de la municipalité : Avis défavorable car ces parcelles ne disposent pas des réseaux (eau, électricité et défense incendie).

Avis du commissaire-enquêteur : Avis défavorable pour ces mêmes raisons.

Observation n° 9 : courrier de deux pages de Mr Henri Pierre, Administrateur de l'ANGVC, 16 rue d'Aumale 60500 Chantilly en date du 11 janvier 2012 adressé au commissaire-enquêteur. Un CD Rom y est annexé et a été joint au registre d'enquête avec le courrier:

Henri PIERRE
Administrateur de l'ANGVC
16, rue d'Aumale
60500 Chantilly

Chantilly le 11 janvier 2012

Mme Anne-Marie FARVAQUE-BERA
Commissaire enquêteur
Mairie de Amy
35, Grande Rue
60130 AMY

Objet : commune de Amy, élaboration du PLU, enquête publique.
Prise en compte de l'habitat en résidences mobiles terrestres occupées à titre permanent-par leurs utilisateurs.

Madame le Commissaire enquêteur,

Par arrêté en date du 15 novembre 2011, le Maire de Amy a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet du plan local d'urbanisme de sa commune. A ce sujet, des observations, suggestions et propositions peuvent être faites par le public pendant la durée de l'enquête. Je viens donc soumettre mes questions et observations que je vous demande de bien vouloir annexer au registre d'enquête avec le CD-Rom.

L'Association Nationale des Gens du Voyage Catholiques (ANGVC – www.angvc.fr) privilégie un dialogue authentique et constructif entre la population sédentaire et les citoyens revendiquant un mode de vie itinérant. Elle exerce un rôle de référent dans les conflits pouvant survenir entre les Gens du Voyage et les différentes institutions sans exclure le recours aux juridictions compétentes quand elle se heurte à une fin de non recevoir.

La loi du 5 juillet 2000 prend en compte **l'accueil et l'habitat** des Gens du Voyage. Il n'a pas échappé au législateur que la seule réalisation d'aires d'accueil par les communes, si elle est indispensable, n'est pas la réponse suffisante au mode de vie des Gens du Voyage et que des solutions complémentaires et durables doivent être envisagées et trouvées.

L'ANGVC a donc lancé deux enquêtes portant exclusivement sur **l'habitat** des gens du voyage auprès des préfets en 2009 et 2010. Il ressort de ces consultations que les résidences mobiles terrestres constituant l'habitat permanent et traditionnel de leurs utilisateurs sont rarement reconnues et prises en compte dans les documents d'urbanisme élaborés par les élus des communes et soumis au contrôle de légalité de l'Etat.

Par ailleurs, la pertinence de notre analyse vient d'être confirmée dans un rapport d'information parlementaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République rendu public le 9 mars 2011 sur le bilan et l'adaptation de la législation relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage. Après avoir dressé un état de lieux et conclu que la loi prend aujourd'hui insuffisamment en compte les évolutions des besoins des gens du voyage en termes d'habitat, il préconise notamment

de « prévoir explicitement dans la loi que les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu doivent prendre en compte les besoins des gens du voyage » ; « d'autoriser les communes à délimiter dans leurs plans locaux d'urbanisme, des zones même non constructibles, pour l'aménagement de terrains familiaux, aux conditions fixées par le règlement du PLU » ; ainsi que « d'inscrire les objectifs de création des terrains familiaux dans les schémas départementaux afin de mieux répartir les obligations d'accueil et d'habitat des gens du voyage. »

J'ai donc l'honneur de vous demander, dans le cadre de votre mission, de répondre aux deux questions ci-dessous :

a) En dehors des obligations prévues par la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage et des prescriptions éventuellement inscrites dans le schéma départemental d'accueil des gens du voyage de l'Oise en vigueur, les élus du Conseil municipal ont-ils répondu dans leur projet de plan local d'urbanisme à l'évolution des besoins des familles en matière d'habitat mobile terrestre permanent ?

b) Concrètement, dans quels secteurs et zones du projet de PLU de la commune ont-ils autorisé l'utilisation du sol par des résidences mobiles terrestres (RMT) isolées, constituant l'habitat permanent et traditionnel de leurs utilisateurs (en dehors des campings et des parcs résidentiels de loisirs) ?

Dans l'attente de ces réponses,, je vous prie de croire, Madame le Commissaire enquêteur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Henri PIERRE

N.B. : J'ai prévu de verser, le moment venu, mes différents échanges avec les institutions aux Archives Départementales de l'Oise afin qu'il reste des traces écrites pour servir, d'une part, de matériaux à la recherche historique, et d'autre part, de témoignages pour que **nul n'ignore et n'oublie** que les gens du voyage sont victimes depuis de nombreuses années de textes et de comportements trop souvent fondés sur des discriminations (cf. délibération n° 2009-316 du 14 septembre 2009 de la HALDE parue au journal officiel du 17 octobre 2009)

PJ : un CD-Rom.

Copies à l'ANGVC, à Roland GRUART (membre de la commission départementale consultative des gens du voyage), au sous-préfet.

Réponse du commissaire-enquêteur:

« Il n'a pas été constaté d'habitats occupés par les Gens du Voyage sur la commune d'Amy et la problématique ne me semble pas se poser dans l'immédiat. Un schéma départemental sur l'Accueil des Gens du Voyage est en cours d'élaboration. Sur la base de ce schéma, il conviendra de voir si sur la communauté de communes du Pays des Sources ou sur la commune d'Amy, il y a des besoins à satisfaire. »

3B Observation du commissaire-enquêteur :

Lors de l'examen du plan de zonage que j'ai effectué en fin d'enquête avec Mr le maire, nous avons constaté que la parcelle B 464, au nord, inscrite dans le projet en zone A devrait être incluse dans la zone UA car cette parcelle est construite. Cette parcelle est d'ailleurs bien incluse dans le périmètre d'assainissement collectif.

Fait à Chantilly, le 09 février 2012



Le commissaire-enquêteur

Anne-Marie Farvaque-Béra

B. Conclusions du Commissaire-Enquêteur

1 LE DOSSIER

Le projet développé, fruit d'un travail de longue haleine, répond aux objectifs principaux que la commune s'était fixée en 2008. Sa finalité s'inscrit dans le cadre de l'intérêt général, il s'agit d'adopter un document de planification pour la commune d'Amy pour une période de 10 à 15 ans. Il permettra d'anticiper les évolutions d'Amy tant au niveau de l'urbanisation que du développement de son économie.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays des Sources est en cours d'élaboration depuis 2009. Ce projet est actuellement dans la dernière phase puisque la rédaction du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est maintenant terminée. Le PLU d'Amy devra être compatible avec le SCOT.

Le dossier de PLU arrêté a fait l'objet d'une consultation par les services de l'Etat et par les personnes publiques associées. Des réponses ont été apportées par la municipalité aux remarques des services de l'Etat, de la Chambre d'Agriculture et du Conseil Général de l'Oise. Elles figurent en annexe 7b du dossier.

Le dossier de PLU devra être corrigé puisque la municipalité, après avoir initialement retenu une solution d'assainissement collectif, souhaite revenir sur ce choix. Le zonage d'assainissement est actuellement en phase d'enquête publique.

2. L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique concernant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur la commune d'Amy s'est tenue du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 de manière conforme à la réglementation. La publicité a été faite régulièrement (deux journaux : Le Courrier Picard et Le Parisien, affichage sur la commune) et des mesures de publicité supplémentaires ont été prises (distribution d'un avis dans les boîtes aux lettres).

Les dates et heures des trois permanences ont été choisies de manière à faciliter au mieux la venue du public. Le public a eu libre accès au dossier pendant toute la durée de l'enquête, a pu recevoir toutes informations pendant les permanences et exprimer toutes observations oralement, sur le registre d'enquête ou par lettre. Une vingtaine de personnes sont venues se renseigner sur le projet durant les permanences. Sept observations ont été consignées sur le registre et j'ai reçu deux courriers (avec un CD-Rom annexé).

Mr le maire s'est appliqué en cours d'enquête à me fournir les renseignements nécessaires et a répondu à toutes les questions que j'ai été amenée à lui poser.

Mr le maire a répondu aux observations du public que je lui ai communiquées le 27 janvier 2012.

3. CONCLUSIONS

Compte tenu de l'étude du dossier, de mes visites sur le terrain, considérant ce qui précède, compte-tenu du climat de l'enquête publique, je formule les conclusions suivantes :

CONSIDERANT :

- Que les objectifs du projet me paraissent justifiés et reçoivent mon agrément ;
- Que l'enquête publique s'est déroulée conformément à la législation en vigueur ;
- Les observations du public et les réponses de la municipalité ;

EN RECOMMANDANT :

- Que la parcelle B n° 464, au nord, qui est construite soit intégrée à la zone UA et non à la zone A ;
- Que la trame paysagère soit supprimée sur les parcelles B n° 196 et ZD n° 15 ;
- Que la commune étudie une alternative à la prise de l'emplacement réservé n° 3 pour l'accès aux parcelles B n° 236, 237 et 238. Il me paraît souhaitable en effet, qu'elle étudie la possibilité d'un achat à l'amiable d'une très petite partie de la parcelle B n° 239 afin de permettre l'élargissement de la ruelle Prince à l'endroit où cette dernière est trop étroite.

J'EMETS UN AVIS FAVORABLE sur le projet de Plan Local d'Urbanisme d'Amy.

Fait à Chantilly, le 09 février 2012



Le commissaire-enquêteur

Anne-Marie Farvaque-Béra

C. Pièces Jointes

1. Copie du certificat d'affichage
2. Copie des insertions dans la presse et de l'avis d'enquête publique
3. Avis distribué dans les boîtes aux lettres de la commune le 30 novembre 2011
4. Copie du registre d'enquête
5. Copie des deux courriers
6. Copie de la délibération du conseil municipal

Commune de Amy
35 GRANDE RUE
60310 AMY

CERTIFICAT

Nous, soussigné, Maire de la Commune Amy

CERTIFIONS

que l'enquête publique sur le Plan Local d'Urbanisation s'est déroulé selon les lois en vigueur dans notre pays.

L'affichage sur les panneaux de la mairie a été effectué 15 jours avant l'ouverture de l'enquête soit le jeudi 1^{er} décembre 2011 et jusqu'à la fin de l'enquête publique le 21 janvier 2012.

En Mairie, le 21/01/2012

Le Maire



FAGOO Maurice
Signature et cachet

avis affiché

ELABORATION DU P.L.U.

MESURES DE PUBLICITE POUR L'ENQUETE PUBLIQUE

Publications légales

Avis au public

Commune de AMY

Enquête publique sur le

Plan Local d'Urbanisation arrêté

Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a ordonné, l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.

Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA domiciliée à Chantilly 60500 au 2 allée de Suffren a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le Commissaire Enquêteur recevra en mairie le mardi 20 décembre 2011 de 17h15 à 19h15, le jeudi 05 janvier 2012 de 10h30 à 12h30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10h15 à 12h15

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents de P.L.U. et consignera éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame FARVAQUE-BERA Anne-Marie, Commissaire Enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif.

Le Maire d'Amy



Avis distribué dans les boîtes aux lettres

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'OISE



MAIRIE D'AMY 

60310

Tél. & Fax : 03 22 87 05 27
e-mail : mairie.amy@wanadoo.fr

Avis au public

Enquêtes publiques sur le Plan Local d'Urbanisation et sur le Zonage d'Assainissement

Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a ordonné, l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté et sur le Zonage d'Assainissement.

Les enquêtes se dérouleront en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat soit le mardi de 18 h 00 à 20 h 00 et le jeudi de 11 h 30 à 12 h 30.

Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA domiciliée à Chantilly 60500 au 2 allée de Suffren a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le Commissaire Enquêteur recevra en mairie le mardi 20 décembre 2011 de 17h15 à 19h15, le jeudi 05 janvier 2012 de 10h30 à 12h30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10h15 à 12h15

Pendant la durée des enquêtes, le public pourra prendre connaissance des documents de P.L.U. et de Zonage, il consignera éventuellement ses observations sur les registres d'enquêtes déposés en mairie ou les adresser par écrit à Madame FARVAQUE-BERA Anne-Marie, Commissaire Enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif.

Le Maire d'Amy



Maurice FAGOO

Passer une annonce sur le Courrier picard
c'est le dire à 291 000 personnes chaque jour
Pour passer votre annonce
Tél. : 03 22 82 84 00

AUTOMOBILES

CITADINES

RENAULT

Clio 11,5 DCI Ambiance 5 P. 4cv, 1ère main, 153.000 kms, 6.500€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

PEUGEOT

104 Coupé style Z. CT OK, 78.400 kms, 1.000€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

205 style Diesel 5P, 111.600 kms, A RENTIER - CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

CITROËN

Citroën Saxo diesel, 3P, 4.500€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Citroën C4 1.6L HDI, 92 Leader, 08/07, 121.000 kms, 7.900€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Citroën Xantia HDI 90ch, 124.000 kms, 5.000€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

VOLKSWAGEN

Golf IV 3P, gris métal, TD130, 156.000 kms, 8.500€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

AUTRES MARQUES

Logan diesel 1.5 DCI Ambiance, 1ère main, 06/2006, 112.000 kms, 7.800€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

BERLINES

MERCEDES

Mercedes classe E 220 CDI, boîte auto, 115.300 kms, 11.900€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Mercedes classe A 170 CDI, gris alu, 118.000 kms, 8.900€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

AUTRES MARQUES

Subaru STI blanche, 06/2008, 300 cv, 45.000 kms, 31.900€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

MONOSPACES

RENAULT

Renault Scenic 1.5i DCI 85CV, 10/2007, 101.000 kms, 7.500€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

FIAT

Fiat Ulysse 110cv JTD, 1ère main, 06/2003, 127.000 kms, 11.900€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

OPEL

Opel Mérida 1.7 CDTI, 04/2008, 82.000 kms, 9.500€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

COUPÉS CABRIOLETS

Coupé Mégane Turbo Diesel, CT OK, 2.900€, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

UTILITAIRES

Citroën Jumper HDI 120 L4H3, moteur neuf, 2 ans, 11.900€, HT, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Fourgon Hyundai H1 3 places, diesel, CT OK, 103.000 kms, 6.000€, HT, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Fourgon Iveco Daily 29L, 10 CV, 6 surlevé, 12/2007, 97.000 kms, 9.500€, HT, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Kangoo Société 1.5i DCI 70 Confort, 12/2007, 147.600 kms, 5.700€, HT, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

207 STE 1.4 HDI pack, CD LUM, 07/08, 110.000 kms, 5.700€, HT, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

Bipol 1.4, 1ère main, blanc, 09/2009, 45.000 kms, 7.200€, HT, CCE DUPUIS à Auxi le chateau. Tél. : 03.21.04.01.64

DIVERS

SERVICES

LES PARQUETS PICARDS posent, poncent et vernissent tous types de parquets. Tél. : 06.76.38.11.36

ETS LEFEVRE ENVIRONNEMENT, Achat Fer et Métaux, Secteur Québec. Tél. : 03.22.38.26.60 / 06.85.20.39.54

VOYANCE

CLAUDINE VOYANCE : voyance datée au 0992.39.04.12 sans CB ou sur rendez-vous au 02.35.40.35.72

ANNAËLE CARTOMANCHE, TAROT et NUMÉROLOGIE, SCIENCES OCCULTES ET GYNÉCOLOGIE, PARAPSYCHOLOGUE, 03.22.31.92.71

BRIGITTE MEDIUM PURE, voyance complète et datée, aide tous domaines, s'occupe par tél. pro. AB-REVILLE au 03.22.31.89.72

Pr KARAIMBA voyant médium guérisseur résoud vos probl. et domaines, retour être aimé, résultat rapide, 06.33.81.68.86 AMIENS

BONNES AFFAIRES

COLLECTIFS

Ach Jouets anciens, réseaux, trains, élect., dinky-toys, voitures à pédales, BOUCHER 03.22.44.21.72/06.15.21.18.22

ANTIQUITÉS

ACHETE SUCCESSION MEUBLES, hérit. H. BIBELOTS, LIVRES anciens, objets de monnaie, BOUCHER 03.22.44.21.72/06.15.21.18.22

ACHETE livres anciens, cartes postales, timbres, jouets, monnaies, LE BOUQUINISTE 03.22.91.20.90/06.03.47.55.11 AMIENS

PUBLICATIONS LÉGALES & OFFICIELLES

ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS

AVIS AU PUBLIC

COMMUNE DE AMY

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME ARRÊTÉ Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a autorisé l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de plan local d'urbanisme arrêté. L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat. Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, domiciliée à Chyffilly (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur sera en mairie le mardi 20 décembre 2011 de 17 h 15 à 19 h 15, le mercredi 21 décembre 2011 de 10 h 30 à 12 h 30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15. Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents de P.L.U. et commenter librement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, commissaire enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif, le Maire d'Amy.

AVIS AU PUBLIC

COMMUNE DE AMY

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE ZONAGE D'AMÉNAGEMENT

Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a autorisé l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de zonage d'aménagement. L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat. Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, domiciliée à Chyffilly (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur sera en mairie le mardi 20 décembre 2011 de 17 h 15 à 19 h 15, le mercredi 21 décembre 2011 de 10 h 30 à 12 h 30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15. Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents du zonage d'aménagement et commenter librement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, commissaire enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif, le Maire d'Amy.

COMMUNE D'AVRICOURT

AVIS DE MISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU ZONAGE D'AMÉNAGEMENT En application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 100 du 6 mai 1961 relative au régime des communes, le Maire de la Commune d'AVRICOURT a autorisé l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de zonage d'aménagement. L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat. Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, domiciliée à Chyffilly (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de commissaire enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents du zonage d'aménagement et commenter librement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, commissaire enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif, le Maire d'Avricourt.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA SÔME - COMMUNE DE FRESNY-LE-GRAND

En application d'un arrêté en date du 23 novembre 2011, une enquête publique sera ouverte dans le territoire communal de Fresny-le-Grand du 27 décembre 2011 au 21 janvier 2012 inclus, par le projet présenté par la SAS de CLUST INDUSTRIEL, 14 rue de la Gare, 81000 Le Grand, à Fresny-le-Grand (60220) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de biomasse ligneuse.

Les documents relatifs à l'enquête sont déposés en mairie de Fresny-le-Grand, 14 rue de la Gare, 81000 Le Grand, du mardi 27 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents relatifs à l'enquête et commenter librement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame Anne-Marie FAVINQUE-BERA, commissaire enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif, le Maire de Fresny-le-Grand.

Le commissaire enquêteur sera en mairie le mardi 27 décembre 2011 de 13 h 30 à 15 h 30, le mercredi 28 décembre 2011 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 29 décembre 2011 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 30 décembre 2011 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 31 décembre 2011 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 1er janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 2 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 3 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 4 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 5 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 6 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 7 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 8 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 9 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 10 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 11 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 12 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 13 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 14 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 15 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 16 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 17 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 18 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 19 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 20 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 21 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 22 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 23 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 24 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 25 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 26 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 27 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 28 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 29 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 30 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 31 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 1er février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 2 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 3 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 4 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 5 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 6 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 7 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 8 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 9 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 10 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 11 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 12 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 13 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 14 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 15 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 16 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 17 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 18 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 19 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 20 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 21 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 22 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 23 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 24 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 25 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 26 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 27 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 28 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 29 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 30 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 31 février 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 1er mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 2 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 3 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 4 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 5 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 6 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 7 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 8 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 9 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 10 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 11 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 12 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 13 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 14 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 15 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 16 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 17 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 18 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 19 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 20 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 21 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 22 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 23 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 24 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 25 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 26 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 27 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 28 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 29 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 30 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 31 mars 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 1er avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 2 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 3 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 4 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 5 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 6 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 7 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 8 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 9 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 10 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 11 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 12 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 13 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 14 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 15 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 16 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 17 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 18 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 19 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 20 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 21 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 22 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 23 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 24 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 25 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 26 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 27 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 28 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 29 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 30 avril 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 1er mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 2 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 3 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 4 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 5 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 6 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 7 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 8 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 9 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 10 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 11 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 12 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 13 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 14 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 15 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 16 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 17 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 18 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 19 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 20 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 21 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 22 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 23 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 24 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 25 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 26 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 27 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 28 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 29 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 30 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 31 mai 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 1er juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 2 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 3 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 4 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 5 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 6 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 7 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 8 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 9 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 10 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 11 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 12 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 13 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 14 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 15 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 16 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 17 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 18 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 19 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 20 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 21 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 22 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 23 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 24 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 25 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 26 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 27 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 28 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 29 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 30 juin 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 3 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 4 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 5 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 6 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 7 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 8 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 9 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 10 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 11 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 12 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 13 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 14 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 15 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 16 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 17 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 18 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 19 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 20 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 21 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 22 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 23 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 24 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 25 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 26 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 27 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 28 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 29 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 30 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 31 juillet 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 1er août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 2 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 3 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 4 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 5 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mardi 6 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le mercredi 7 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le jeudi 8 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le vendredi 9 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le samedi 10 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le dimanche 11 août 2012 de 10 h 30 à 12 h 30, le lundi 12 août 2012 de

Le Parisien est exclusivement réservé pour l'année 2012 pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements 45, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

Enquête publique

COMMUNE DE AMY

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISATION ARRÊTÉ

Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.

Mme Anne-Marie FARVAQUE-BERA domiciliée à CHANTILLY (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le Commissaire Enquêteur recevra en mairie le mardi 20 décembre 2011 de 15 h 15 à 19 h 15, le jeudi 05 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents de P.L.U. et consignera éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Mme FARVAQUE-BERA. Anne-Marie, Commissaire Enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif.

LE MAIRE D'AMY

COMMUNE DE AMY

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le «Zonage d'Assainissement».

L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.

Mme Anne-Marie FARVAQUE-BERA domiciliée à CHANTILLY (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le Commissaire Enquêteur recevra en mairie le mardi 20 décembre 2011 de 15 h 15 à 19 h 15, le jeudi 05 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents de Zonage d'Assainissement et consignera éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Mme FARVAQUE-BERA. Anne-Marie, Commissaire Enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif.

LE MAIRE D'AMY

Enquêtes publiques

Le Parisien est à votre service

Efficacité - Rapidité

Conseil - Proximité

• Renseignements : 01 40 10 51 43, e-mail : leparisien@parispublics.fr ou sur leparisien.fr

LES MARCHÉS PUBLICS

Consultez aussi nos annonces sur www.lesmarchespublics.fr

MAPA + de 90 000



Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

OPAC DE L'OISE

Correspondant : M. Le Directeur Général, 9 avenue du Beauvaisis B.P 60616, 60016 Beauvais cedex, tél : 03 44 79 50 50

télécopieur : 03 44 79 51 45, adresse internet : www.opac01.k adresse internet du profil acheteur : <http://www.achatpublic.com/tuteur/parispublics>

Principales(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

L'organisme d'investissement collectif

Objet du marché : CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS COLLECTIFS, D'UN LABORATOIRE, D'UN CABINET INDÉPENDANT, D'UN CABINET MÉDICAL ET PARAMÉDICAL

Type de marché de travaux : exécution

Lieu d'exécution des travaux : Rue Théophile Havy - A gauche de la rue du Moulin - 60100 Estrées-saint-denis

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

Des variantes seront elles prises en compte :

Les travaux font l'objet d'une tâche unique. Des négociations seront engagées avec les candidats. La date globale d'exécution est fixée à 14 mois

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les régissent :

Cautionnement et garanties exigés :

Modalités de paiement et de paiement et/ou références aux textes qui les régissent :

Conditions de sélection des candidats :

L'expérience, les capacités financières, professionnelles et techniques

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Commentaire sur les justifications

A) Lettre de candidature établie selon l'imprimé : DC1

B) Déclaration du candidat établie selon l'imprimé référencé : DC2

C) Déclaration concernant la tenue d'un dossier global et le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires par lots des travaux, réalisés au cours des trois dernières années

D) Liste de références des travaux exécutés au cours des 3 dernières années avec indication notamment du lieu et de la date d'exécution, du montant et du nom du Maître d'ouvrage. Pour les travaux les plus importants, cette liste sera accompagnée des certificats de bonne exécution portant les indications précitées et éventuellement des certificats de qualification professionnelle ou tout autre moyen prouvant sa capacité

E) Déclaration mentionnant l'outilage, la matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur dispose pour la réalisation des marchés du même nature.

F) Déclaration mentionnant les affectés moyens Annuels de l'entreprise et

l'importance de ses cadres pendant les trois dernières années

g) Déclaration mentionnant les techniciens ou les organes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage

h) Pouvoir de la personne habilitée à engager la société

i) Attestation sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre pas dans le cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article 43 du C.M.A. suivant

modèle joint au dossier

j) Attestation d'assurance, civile et décennale avec indication des plannings de garantie et catégories de risques couverts

k) Indication, le cas échéant, des rétroces documents pour les autres opérateurs économiques agissant en qualité de co-traitant ou sous-traitant

Créances d'attribution : L'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Prix des prestations (50 %) Valeur technique de l'offre (40 %) Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 10 janvier 2012 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres

Renseignements complémentaires :

Conditions de remise des offres : les offres seront adressées par pli recommandé ou remises contre récépissé selon les modalités précisées dans le règlement de consultation. La transmission des offres par voie électronique n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 30 novembre 2011

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

M. Florent LANGELETT, 9 avenue du Beauvaisis B.P. 60616, 60016 Beauvais cedex, tél : 03 44 06 30 10

télécopieur : 03 44 06 30 09

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

OPAC de l'Oise - Direction du Développement, 9 avenue du Beauvaisis B.P. 60616, 60016 Beauvais cedex, tél : 03 44 06 30 10

télécopieur : 03 44 06 30 09, adresse internet : <http://www.achatpublic.com/tuteur/parispublics>

Informations complémentaires :

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : A partir du jour de la publication de l'avis, le dossier sera remis gratuitement à tout candidat en faisant la demande et ce jusqu'à la date limite de remise des offres

Le dossier sera remis en main propre ou par voie postale. Le dossier pourra être adressé à l'acheteur mentionné ci-dessus et ce du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Le dossier pourra être adressé par voie postale si la demande parvient par courrier l'OPAC de l'Oise - Direction du Développement - 9 avenue du Beauvaisis - 60000 Beauvais - ou par télécopie : 03 44 06 30 09

avant la date limite d'ouverture des offres du 03/01/2012. Le dossier est accessible sur le site achatpublic.com sous la référence "opac01-ESTRES-30"

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif (TA) d'AMENS, 14, rue Lemaître, 60011 Amiens cedex 01, tél : 03 22 33 61 70, télécopieur : 03 22 33 61 71, courriel : gratias.lesmarchespublics.fr

Détails d'introduction des recours :

Un recours en référé-contractuel peut être introduit conformément aux délais et aux dispositions de l'article L.561-1 du code de justice administrative

Un recours en référé-contractuel peut être introduit conformément aux délais et aux dispositions de l'article L.561-13 et suivants du code de justice administrative

Un recours de plein contentieux peut être introduit par un concurrent évincé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité apprises

JCE : 10 juin 2007, Société Travaux Signalisation, req. N° 291043

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MARIE DE LA

NEUVILLE EN HEZ

M. Jean-François DUFOUR - Maire

1 rue du 8 Mai 1945

60510 LA NEUVILLE EN HEZ

Tel : 03 44 78 95 43

Fax : 03 44 78 01 20

Mail : mairie.neuville@wanadoo.fr

Le pouvoir adjudicateur n'a pas encore le compte d'achats pour les achats publics

Principales(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques

L'avis implique un marché public

Objet : Réaménagement de locaux communaux en raison de conflits, un cabinet d'hygiène et de soins

Référence acheteur : ADTO 11-250

Forme du marché : Travaux

Type de Marché : Consultation

Procédure : Procédure adaptée

Description : 1. phase de travaux - options non prévues

La procédure a priori du présent avis est soumise par accord sur les marchés publics de l'OCM - CUE

Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui

Possibilité de sous-traiter une offre pour tous les lots : Les variantes sont acceptées

Lot N° 1 : électricité et plomberie - CPE 43212322

Lot N° 2 : charpente, pose de bardage bois - CPE 41142000

Lot N° 3 : menuiserie extérieure métallique et bois - CPE 44220000

Lot N° 4 : plomberie à deux places - CPE 45100000

Lot N° 5 : menuiserie intérieure - CPE 46100000

Lot N° 6 : revêtement céramique - CPE 44111200

Lot N° 7 : peinture et revêtement de sol souple - CPE 45442100

Lot N° 8 : électricité, chauffage électrique et ventilation - CPE 03300000

Lot N° 9 : plomberie - CPE 45300000

Cautionnement : Réduction de garantie de 5 pour cent du montant (T.T.C.) du marché ou garantie à primes demandée pour couvrir les risques à la réception des travaux

Garantie de paiement : Garantie d'achèvement de 1 an après réception

Garantie de paiement : Garantie de paiement en cas d'annulation de l'offre

Financement : Paiement à 30 jours par virement. Avance faite à 3 pour cent du montant (T.T.C.) initial du marché. Prix actualisés, prix global et forfaitaire

Possibilité de renforcement ou de réduction de créances : Modalités de financement : subvention et fonds propres (publics et privés) et emprunt. Le marché ne s'inscrit pas dans un projet programmé financé par des fonds communautaires

Forme juridique : Le marché sera conclu soit en entreprise séparée, soit en entreprise groupée conjointe

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Langues pouvant être utilisées dans l'offre : français

Unité monétaire utilisée : l'euro

Validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres

Renseignements complémentaires

Les soumissionnaires devront télécharger les documents matérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires, ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet <http://www.demarches.leparisien.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme acheteur, le nom de la personne physique

téléchargeant les documents et les coordonnées électroniques, permettant de faire parvenir une correspondance électronique, ainsi qu'une adresse électronique de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en indiquant les éventuelles préférences de report de dates

Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMENS, 14, rue Lemaître, 60011 Amiens - Cedex 01

Tel : 03 22 33 61 70 Fax : 03 22 33 61 71

mail : gratias.lesmarchespublics.fr

Organe chargé des procédures de médiation : TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMENS, 14, rue Lemaître, 60011 Amiens - Cedex 01

Tel : 03 22 33 61 70 Fax : 03 22 33 61 71

mail : gratias.lesmarchespublics.fr

Envoi à la publication le : 30/11/2011

Retrouvez cet avis intégral, l'accès au dossier et le guichet de dépôt sur <http://www.demarches.leparisien.fr>

MAPA - de 90 000

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

COMMUNE DE BAILLEUL

SUR THERAIN

M. Grégoire CARRIERE - Maire

Place Maurice Sempere

60330 BAILLEUL SUR THERAIN

Tel : 03 44 07 05 49

Référence acheteur : ADTO 11-250

Forme du marché : Travaux

Type de Marché : Consultation

Procédure : Procédure adaptée

Description : 1. phase de travaux - options non prévues

La procédure a priori du présent avis est soumise par accord sur les marchés publics de l'OCM - CUE

Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui

Possibilité de sous-traiter une offre pour tous les lots : Les variantes sont acceptées

Lot N° 1 : électricité et plomberie - CPE 43212322

Lot N° 2 : charpente, pose de bardage bois - CPE 41142000

Lot N° 3 : menuiserie extérieure métallique et bois - CPE 44220000

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

SIE DE ONS EN BRAY

M. Michel DETRAY - Président

22 place de l'Eglise

60600 ONS EN BRAY

Tel : 03 44 01 01 07

Référence acheteur : ADTO 11-250

L'avis implique un marché public

Objet : Mission de conseil technique pour la construction d'un nouveau réservoir et le renforcement d'une canalisation

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Créances d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

50 % : Valeur technique de l'offre

appreciée à l'aide du mémoire technique

40 % : Prix des prestations

Remise des offres : 16/12/11 à 10h00 au plus tard

Envoi à la publication le : 30/11/2011

Retrouvez cet avis intégral, l'accès au dossier et le guichet de dépôt sur <http://www.demarches.leparisien.fr>

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

SIAEP DE JOUY SOUS THELLE

Mme Christine RENAULT - Président

29 rue Saint Nicolas

60390 POIRCHÉ

Tel : 03 44 01 01 01

Référence acheteur : ADTO 11-250

L'avis implique un marché public

Objet : Mission de conseil technique pour la réalisation d'un réservoir de 400 m3

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Créances d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

60 % : Valeur technique de l'offre

appreciée à l'aide du mémoire technique

40 % : Prix des prestations

Remise des offres : 23/12/11 à 10h00 au plus tard

Envoi à la publication le : 30/11/2011

Retrouvez cet avis intégral, l'accès au dossier et le guichet de dépôt sur <http://www.demarches.leparisien.fr>

• Renseignements commerciaux : 01 40 10 51 43, e-mail : leparisien@parispublics.fr ou sur leparisien.fr

• Renseignements commerciaux : 01 40 10 51 43, e-mail : leparisien@parispublics.fr ou sur leparisien.fr

PUBLICATIONS LÉGALES & OFFICIELLES

RÉGIMES MATRIMONIAUX

CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

ÉTUDE DE MAÎTRE PHILIPPE PLASKOWSKI, NOTAIRE A SAINT-CAZIMIR DE-REY (60050).
 Suivant acte reçu par Maître Philippe PLASKOWSKI, notaire à Saint-Cazimir de-REY (60050), le 20 décembre 2011,
 Monsieur Raimon PÉREZ MORENTE, tchèque, et Madame Sylviane Anne HEBERT, assistante maternelle, son épouse, demeurant ensemble à La Lande-en-Saint (60200), 46, rue du Tour de Vire, mariés sous le régime de la communauté d'acquies à l'échelle du contrat de mariage judiciaire à leur mariage célébré à la mairie de Courmoulin-Bois (60229) le 25 avril 1981. Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
 Ont adopté pour l'avenir le régime de la communauté universelle, avec clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant en cas de décès ou de la communauté par le décès de l'un des deux conjoints.
 Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication présent avis et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier, à M. Plaskowski, notaire sus-cité, au sein d'un délai.
 En l'absence d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au Tribunal de Grande Instance de Beauvais.
 Pour avis - Signé : P. PLASKOWSKI.

ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS

AVIS AU PUBLIC

COMMUNE DE AMY
 ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
 Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a autorisé l'ouverture d'une enquête publique sur le zonage d'assainissement.
 L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat.
 Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA, conseillère à Chantilly (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de commissaire enquêteur.
 Le commissaire enquêteur recevra au mardi 20 décembre 2011 de 17 h 15 à 19 h 15, le jeudi 5 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15.
 Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents du zonage d'assainissement et consignera éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA, commissaire enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif.
 Le Maire d'Amy.

ENTREPRISES ET SOCIÉTÉS

ERRATUM

SOCIÉTÉ ANONYME HABITATIONS A LOYER MODÈRE DU DÉPARTEMENT DE L'OISE
 AU CAPITAL DE 30 112 EUROS - 28, RUE GAMBETTA - 60000 BEAUVAIS - RCS : 525 920 310
 Aux termes des délibérations en date du 29 juin 2011, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a nommé :
 - le Commissaire d'Administration du Beauvais, demeurant 46, rue Desgroux BP 90508 60005 BEAUVAIS CEDEX, en qualité d'administrateur, représentée par Madame Caroline CAULUX, Présidente, née le 1^{er} Novembre 1948, demeurant 12, rue Saint Pantaléon à BEAUVAIS 60000 pour une période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui se tiendra en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
 - l'ADMINISTRATEUR DE LA SOCIÉTÉ DE COMMERCES, demeurant HOTEL DE VILLE BP 30007 60031 COMPIEGNE, en qualité d'administrateur, représentée par Madame Arlette MAYE VIVE née le 1^{er} mai 1947, demeurant 16, rue Saint-Camille à COMPIEGNE 60000, pour une période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui se tiendra en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
 - le CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE, demeurant 18, Mail Albert 1^{er} BP 2616 80026 AMIENS CEDEX, en qualité d'administrateur, représentée par Madame Béatrice LEJEUNE, née le 18 septembre 1956, demeurant 4, rue de l'Imprimerie BAULLEUL SUR THERAIN 60930, pour une période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui se tiendra en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.
 Le Conseil d'Administration.

AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE

COMMUNE DE LIANCOURT AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Identification de l'organisme qui passe le marché :
 Commune de LIANCOURT - 237, rue Jules Michelet - BP 70209 - 60332 LIANCOURT CEDEX - Téléphone : 03 44 73 02 06 - Télécopie : 03 44 73 30 11 ;
 Mail : commune.liancourt60@orange.fr
 Procédure de passation : Marché à Procédure Adaptée
 Objet du marché : Travaux de réfection des réseaux aériens et rénovation de voirie impasse Hélielle Attribution
 Lot 1 : Travaux de tranchées civiles civil télécommunications, assainissement EP AEP ;
 Entreprise BIFFAGE TP (60 - Estrées Saint Denis) : 109 678 00 euros HT ;
 Lot 2 : Dépose des réseaux aériens, électricité basse tension éclairage public câblage télécommunications ;
 Entreprise HED (60 - Compiègne) : 27 378 00 euros HT ;
 Lot 3 : Contrôle assainissement ;
 Entreprise SAT R (62 - Saint Laurent Mangy) : 1 760 00 euros HT ;
 Date d'envoi de l'avis à la publication : 20 décembre 2011.

COMMUNE DE LIANCOURT AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Identification de l'organisme qui passe le marché :
 Commune de LIANCOURT - 237, rue Jules Michelet - BP 70209 - 60332 LIANCOURT CEDEX - Téléphone : 03 44 73 02 06 - Télécopie : 03 44 73 30 11 ;
 Mail : commune.liancourt60@orange.fr
 Procédure de passation : Marché à Procédure Adaptée
 Objet du marché : Travaux de voirie et éclairage public, rue de la Petite-Futaie Attribution
 Entreprise BIFFAGE TP (60 - Estrées Saint Denis) : 149 990 20 euros HT ;
 Date d'envoi de l'avis à la publication : 20 décembre 2011.

COMMUNE DE LIANCOURT AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Identification de l'organisme qui passe le marché :
 Commune de LIANCOURT - 237, rue Jules Michelet - BP 70209 - 60332 LIANCOURT CEDEX - Téléphone : 03 44 73 02 06 - Télécopie : 03 44 73 30 11 ;
 Mail : commune.liancourt60@orange.fr
 Procédure de passation : Marché à Procédure Adaptée
 Objet du marché : Missions de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'entretien sur divers bâtiments communaux (écoles, écoles)
 Attribution sur appel, compléments et références :
 Cabinet ARCASE de SENLIS (60)
 Date d'envoi de l'avis à la publication : 20 décembre 2011.

AVIS D'ATTRIBUTION

Numéro de formalisation : 18/31-144
 Type d'organisme : établissement public territorial
 Adresse : CNPPT - Délégation Régionale Picardie - 18 square Friest Les Quatre Chênes CS 4110 - 60011 AMIENS CEDEX 1
 Objet du marché : La fourniture de repas du midi pour les participants à des actions de formation organisées dans la ville de BEAUVAIS (60) par la Délégation Régionale Picardie du CNPPT.
 Type de marché : marché de services
 Type de passation : article 30 du code des marchés publics
 Informations : Le marché n° M 18 11 0055 (lot n° 1) a été conclu avec l'établissement Self Jéar Basso en date du 8 décembre 2011. Le marché n° M 18 11 0056 (lot n° 2) a été conclu avec l'établissement APF Restauration en date du 8 décembre 2011 et le marché n° M 18 11 0057 (lot n° 3) a été conclu avec l'établissement Restauration Collective Caren (60) en date du 8 décembre 2011. Ces marchés sont conclus à l'adresse indiquée et dans la 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h, dans le respect des secrets protégés par la loi. Pour toute information, veuillez prendre rendez-vous au 03 23 31 78 62 auprès de l'administration CAUDY. Date d'envoi du présent avis à la publication : 21 décembre 2011.

AVIS AU PUBLIC

COMMUNE DE AMY
 ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME ARRÊTÉ
 Par arrêté du 15 novembre 2011, le Maire de AMY a autorisé l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de plan local d'urbanisme arrêté.
 L'enquête se déroulera en mairie du mardi 20 décembre 2011 au samedi 21 janvier 2012 aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat.
 Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA, conseillère à Chantilly (60500) au 2, allée de Suffren a été désignée en qualité de commissaire enquêteur.
 Le commissaire enquêteur recevra au mardi 20 décembre 2011 de 17 h 15 à 19 h 15, le jeudi 5 janvier 2012 de 10 h 30 à 12 h 30 et le samedi 21 janvier 2012 de 10 h 15 à 12 h 15.
 Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents de P.L.U. et consignera éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA, commissaire enquêteur désignée par le Président du Tribunal Administratif.
 Le Maire d'Amy.



AVIS AU PUBLIC

PREFET DE L'OISE - DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE L'OISE SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FORÊT BUREAU DE L'EAU ET DE LA PÊCHE
 COMMUNE DE HANTELUE-LE-HAUDOIN
 Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2011, portant renouvellement de l'autorisation temporaire accordée par l'arrêté du 30 juin 2011, le Préfet de l'Oise a autorisé, en titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, la Société Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie à Amiens (BOO40) à réaliser les travaux de réparation des têtes de forage hydraulique au droit de la Noquette sur la commune de Hantelue-le-Haudois.
 Le Responsable du Bureau de l'Eau et de la Pêche de la DDT, Thibaut RICHARD.



AVIS AU PUBLIC

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE L'OISE - SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FORÊT - BUREAU DE L'EAU ET DE LA PÊCHE
 COMMUNE D'ALLONNE
 Par arrêté préfectoral du 16 décembre 2011, portant renouvellement de l'autorisation temporaire accordée par l'arrêté du 28 juin 2011, le Préfet de l'Oise a autorisé, en titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie à Amiens (BOO40) à réaliser les travaux de réparation des têtes de forage hydraulique au droit de la Noquette sur la commune de Hantelue-le-Haudois.
 Le Responsable du Bureau de l'Eau et de la Pêche de la DDT, Thibaut RICHARD.



AVIS AU PUBLIC

PREFET DE L'OISE - DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE L'OISE SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FORÊT - BUREAU DE L'EAU ET DE LA PÊCHE
 COMMUNE DE HANTELUE-LE-HAUDOIN
 Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2011, portant renouvellement de l'autorisation temporaire accordée par l'arrêté du 28 juin 2011, le Préfet de l'Oise a autorisé, en titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie à Amiens (BOO40) à réaliser les travaux de réparation des têtes de forage hydraulique au droit de la Noquette sur la commune de Hantelue-le-Haudois.
 Le Responsable du Bureau de l'Eau et de la Pêche de la DDT, Thibaut RICHARD.

AVIS DE CESSIION

Aux termes d'un acte de liquidation judiciaire, la société infatu par liquidation représentée par Monsieur Claude PHILIPPIN, a été mise en liquidation judiciaire par le Tribunal de Commerce de Compiègne, en date du 15 décembre 2011, sous le numéro 151, rue Montmartre, 75002 PARIS, représentée par Monsieur ROBERTO AVEL, au prix de quarante mille euros (40 000 euros).
 Les oppositions s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la présente publication à la liquidation judiciaire, au siège social du liquidateur.

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION DE SOCIÉTÉ

ÉTUDE DE MAÎTRE OMBREUR-BERNARD NOTAIRE A ESTIMES SAINT-DENIS (60502)
 Suivant acte reçu par Maître Dominique OMBREUR-BERNARD, Notaire à SAINT-DENIS, 9, rue du Soleil Levant, le 20 décembre 2011, enregistré, il a été procédé à la liquidation et au partage de la société dénommée LE PRODUIT DE FRANCHISES dont le siège est à FRANCHISES (60190) liquidation judiciaire, immatriculée au RCS de COMPIEGNE sous le numéro 347 062 960 ouverte en 2011.
 Madame Christelle DELFONTE, secrétaire, demeurant à FRANCHISES (60190) 30, rue de l'Éclair, et Monsieur Alexandre VANDERKOUX, infirmier, demeurant à COURTEUIL (60500) 3, rue du Général Laffitte
 Son actif net social a été partagé entre ses membres.
 La liquidation de la société dont le dissolvant a été prononcé en même journal le 12 décembre 2011 a été clôturée après approbation des comptes définitifs par suite du partage de la totalité de l'actif net social.
 Qui a été donné au liquidateur.
 Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au RCS de COMPIEGNE.
 Pour avis, Le Notaire.

AVIS DE CESSIION

SCP PATRICK-JACQUES GUYVAUD ET JOCELYN BARDET
 NOTAIRES ASSOCIÉS A CLEMENCY (60500), 49, RUE DE PARIS
 Suivant acte reçu par M. Jocelyn Bardet, le 9 décembre 2011, enregistré à Beauvais (60000), le 15 décembre 2011, sous le n° 2011/1455, Case n° 2.
 Madame VÉRISSE née DEJOURS LAM, et M. le Notaire aux Bulles (60130), 12, rue d'Ille de France
 A vendu à :
 1) Mlle CASTELS Aline, et à Monsieur (60900), 5, rue de Saint-Sulpice ;
 2) Mlle CASTELS Lindsay, et à Monsieur (60240), 217, rue des Omnes.
 Les fonds de commerce et matériel de l'entreprise de nettoyage ont été acquis par Monsieur VÉRISSE à Clemency (60500), 112, rue du Général de Gaulle, contre le prix conventionnel de 600 000 €, avec tous les éléments corporels et incorporels le composant (RCS Beauvais).
 Madame VÉRISSE 522 757 938.
 Étendue en possession à compter du 31 décembre 2011.
 Moyennant le prix de vingt mille euros (20 000,00 euros).
 La correspondance et les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, au Palais de la Justice.
 Pour unique insertion, M. Bardet.

AVIS DE LIQUIDATION

RICART - SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE - EN LIQUIDATION
 AU CAPITAL DE 5 000 EUROS - SIÈGE SOCIAL : 19, RUE DE HELLÈS - 60250 MOUY
 RCS : BEAUVAIS 432 401 502
 Suite à la décision du Tribunal de Commerce en date du 29 novembre 2010, il a été décidé de prononcer la dissolution amiable de la société et de la mettre en liquidation amiable à compter de cette date.
 Monsieur Emmanuel RAPP demeurant à MOUY (60250) 30, rue de HELLÈS a été nommé liquidateur et ce mandat dure en son fondation de pouvoirs.
 Le siège de la liquidation est fixé au siège social de la société.
 Mention sera faite au RCS de Beauvais.

AVIS DE PROROGATION

ABENIA FRANTER
 SA AU CAPITAL DE 1 082 750 EUROS
 SIÈGE SOCIAL : 5, RUE THOMAS EDISON 21500 ETOLENOY SUR OISE
 908 288 804 RCS COMPIEGNE
 L'Assemblée générale tenue le 31-10-2011 a décidé de proroger la durée de la société de 99 années à compter du 31/10/2011, soit jusqu'au 30-10-2110, renouvelé.
 Mention sera faite au RCS de Compiègne.
 Pour avis

REGISTRE d'ENQUETE PUBLIQUE
portant sur les dispositions du projet
de plan local d'urbanisme

En exécution de notre arrêté municipal
en date du 15 novembre 2011,
Nous, maire de la commune d'AMY,
avons ouvert le présent registre destiné
à recevoir pendant une période de
trente-trois jours, à compter du
20 décembre 2011 jusqu'au 21 janvier 2012
inclus, les observations du public.



Le 06 décembre 2011

Le Maire

Maurice FAGOO

le mardi 20 décembre 2011 de 17h15 à 19h15 :
aucune observation écrite.

Le 5 janvier 2012. M. GUILAND Yann - Représentant de la S^{te} LIS.

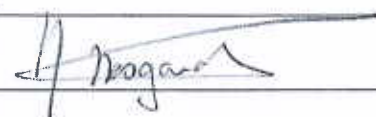
Nous sommes en accord avec le découpage PLU notamment avec la zone UE qui nous tarde.

Nous profitons de cette occasion pour te signaler notre développement d'act. vici et nos potentiels souhaits d'extension de nos surfaces par l'achat de parcelles voisines aux nôtres.



Le 5 janvier 2012. M. M. Desgarden Serge

me souviens pas d'accord pour voir se construire une industrie juste en face de la maison - zone UE - il en était souhaitable pour mes habitants depuis 35 ans de voir des Habitations plutôt qu'un atelier - ou une industrie - logeant - cailloux etc - surtout que ce sont des petites parcelles différentes -



le 5 janvier 2012. M. T.O. DEVIN

Je suis propriétaire de la parcelle B215.

Le projet prévoit de créer 1 emplacement réservé sur la totalité de cette parcelle de 1238 m².

Initialement constructive en totalité, mais devenue inconstructible par suite du fait de la construction d'un bâtiment d'élevage sur la parcelle voisine.

autorisation délivrée par derogation le 4 mars 2002.

la commune a fait acquiescer par le conseil le conseil

et à verser le fruit de l'Eglise - j'en suis d'accord
pour adosser mon terrain en totalité à la Commune - au
prix du terrain à bâtir appliqué dans le règlement
et au prix de la négociation -

Henri

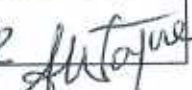
Le 17 janvier 2012. Mr DESSENS Henri (B n° 195, n° 196 et n° 197).

Durant l'enquête publique du PADD du PLU, j'avais déjà fait
remarquer que ma parcelle B n° 196, classée en zone "éléments de paysage"
à préserver au titre de l'article L. 123-1-5-7°, pouvait empêcher le
bon développement de mon exploitation agricole. En effet, il s'agit
actuellement d'un verger privé mais l'article L. 123-1-5-7° est
très contraignant par rapport à des projets futurs d'extension de mes
bâtiments agricoles. Ainsi, je vous demande de retirer la trame de B n° 196.
De plus, le 23 décembre 2011, j'ai reçu un courrier de la Chambre
d'Agriculture de l'Oise me joignant l'avis officiel de la Chambre
d'Agriculture. Dans ce dernier, il est bien spécifié en page 6 qu'ils
recommandent le retrait de la trame paysagère sur la parcelle
B n° 196. Ceci confirme mon souhait.



Le 21 Janvier 2012 de M^{re} Isabelle Guille Christiane

Serait-il possible que ma parcelle cadastrée 69
en zone N soit rattachée à la zone AUE ?

Le Commissaire Enquêteur annexe le courrier de Mr Jacques
LEVERT (une page) au registre d'enquête le 21 janvier 2012 

le commissaire enquêteur annexe un courrier de Mr Henri Piene
en date du 11 janvier 2012 de deux pages et un CD Rom au
registre d'enquête le 21 janvier 2012

Alfapne

Je ne suis pas d'accord pour faire un passage sur ma
parcelle 261 située Rue des Vaches ce qui me diminuerait
ma façade de Terrain Constructible.

Telleque

le 21 / 1 / 12.

Je suis propriétaire en indivision avec
mon frère et ma sœur sur la parcelle
ZD 61 je souhaiterai être tenue au
courant de chaque modification du PLU
pour le terrain Agricole ou constructible.

Yadark IP.

13 rue Verte.

60310 Amy.

le 22 janvier 2012, le commissaire enquêteur aôt le registre
contenant sept observations, un courrier d'une page
de Mr. J LEVERT et un autre courrier de Mr Henri
Piene, administrateur de l'ANGVC.

le commissaire - enquêteur

Alfapne

HEVERT JACQUES
41 Rue des Moulins
60410 VERBERIE

Le 18/01/2012

Comme (n°1) XLT

Madame

J'aurais aimé que les parcelles B 90 et B 91
Chemin des potelettes soient incluses dans le
périmètre du P.L.U en cours d'élaboration.

Je pense en effet qu'il vaut mieux élargir
son périmètre que de l'allonger.

Merci de l'attention que vous voudrez
bien apporter à ma requête



Henri PIERRE
Administrateur de l'ANGVC
16, rue d'Aumale
60500 Chantilly

Chantilly le 11 janvier 2012

Mme Anne-Marie FARVAQUE-BERA
Commissaire enquêteur
Mairie de Amy
35, Grande Rue
60130 AMY

Objet : commune de Amy, élaboration du PLU, enquête publique.
Prise en compte de l'habitat en résidences mobiles terrestres occupées à titre permanent-par leurs utilisateurs.

Madame le Commissaire enquêteur,

Par arrêté en date du 15 novembre 2011, le Maire de Amy a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet du plan local d'urbanisme de sa commune. A ce sujet, des observations, suggestions et propositions peuvent être faites par le public pendant la durée de l'enquête. Je viens donc soumettre mes questions et observations que je vous demande de bien vouloir annexer au registre d'enquête avec le CD-Rom.

L'Association Nationale des Gens du Voyage Catholiques (ANGVC – www.angvc.fr) privilégie un dialogue authentique et constructif entre la population sédentaire et les citoyens revendiquant un mode de vie itinérant. Elle exerce un rôle de référent dans les conflits pouvant survenir entre les Gens du Voyage et les différentes institutions sans exclure le recours aux juridictions compétentes quand elle se heurte à une fin de non recevoir.

La loi du 5 juillet 2000 prend en compte **l'accueil et l'habitat** des Gens du Voyage. Il n'a pas échappé au législateur que la seule réalisation d'aires d'accueil par les communes, si elle est indispensable, n'est pas la réponse suffisante au mode de vie des Gens du Voyage et que des solutions complémentaires et durables doivent être envisagées et trouvées.

L'ANGVC a donc lancé deux enquêtes portant exclusivement sur **l'habitat** des gens du voyage auprès des préfets en 2009 et 2010. Il ressort de ces consultations que les résidences mobiles terrestres constituant l'habitat permanent et traditionnel de leurs utilisateurs sont rarement reconnues et prises en compte dans les documents d'urbanisme élaborés par les élus des communes et soumis au contrôle de légalité de l'Etat.

Par ailleurs, la pertinence de notre analyse vient d'être confirmée dans un rapport d'information parlementaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République rendu public le 9 mars 2011 sur le bilan et l'adaptation de la législation relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage. Après avoir dressé un état de lieux et conclu que la loi prend aujourd'hui insuffisamment en compte les évolutions des besoins des gens du voyage en termes d'habitat, il préconise notamment

de « prévoir explicitement dans la loi que les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu doivent prendre en compte les besoins des gens du voyage » ; « d'autoriser les communes à délimiter dans leurs plans locaux d'urbanisme, des zones même non constructibles, pour l'aménagement de terrains familiaux, aux conditions fixées par le règlement du PLU » ; ainsi que « d'inscrire les objectifs de création des terrains familiaux dans les schémas départementaux afin de mieux répartir les obligations d'accueil et d'habitat des gens du voyage. »

J'ai donc l'honneur de vous demander, dans le cadre de votre mission, de répondre aux deux questions ci-dessous :

a) En dehors des obligations prévues par la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage et des prescriptions éventuellement inscrites dans le schéma départemental d'accueil des gens du voyage de l'Oise en vigueur, les élus du Conseil municipal ont-ils répondu dans leur projet de plan local d'urbanisme à l'évolution des besoins des familles en matière d'habitat mobile terrestre permanent ?

b) Concrètement, dans quels secteurs et zones du projet de PLU de la commune ont-ils autorisé l'utilisation du sol par des résidences mobiles terrestres (RMT) isolées, constituant l'habitat permanent et traditionnel de leurs utilisateurs (en dehors des campings et des parcs résidentiels de loisirs) ?

Dans l'attente de ces réponses,, je vous prie de croire, Madame le Commissaire enquêteur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Henri PIERRE

N.B. : J'ai prévu de verser, le moment venu, mes différents échanges avec les institutions aux Archives Départementales de l'Oise afin qu'il reste des traces écrites pour servir, d'une part, de matériaux à la recherche historique, et d'autre part, de témoignages pour que nul n'ignore et n'oublie que les gens du voyage sont victimes depuis de nombreuses années de textes et de comportements trop souvent fondés sur des discriminations (cf. délibération n° 2009-316 du 14 septembre 2009 de la HALDE parue au journal officiel du 17 octobre 2009)

PJ : un CD-Rom.

Copies à l'ANGVC, à Roland GRUART (membre de la commission départementale consultative des gens du voyage), au sous-préfet.

Commune de Amy

35 GRANDE RUE

60310 AMY

Tél. 03 22 87 05 27 Fax 03 22 87 05 27

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 15 SEPTEMBRE 2011

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
10	10	9

Date de la convocation

08/09/2011

Date d'affichage

16/09/2011

Objet de la délibération

Mise à l'enquête publique du plan local
d'urbanisme

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

le 08/11/2011

et publication ou notification

du 08/11/2011

L'an deux mille onze

et le 15 septembre

à la mairie

heures, 20h00

le conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre
prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence

de FAGOO Maurice

Présents : Mesdames FOYARD Simone, BEAUDET Marie-Joseph,
BUCKZKOWSKI Anne, OUERTANI Ghyslaine
Messieurs FAGOO Philippe, BAILLET Francis, GUIGAND
Yann, CARPENTIER Philippe

Absents : Monsieur Olivier BULINSKI (excusé)

Secrétaire(s) de séance : Monsieur GUIGAND Yann

La séance étant ouverte,

Monsieur le Maire rappelle les délibérations municipales :

- du 10/04/2008 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme et les modalités de la concertation sur l'ensemble du territoire communal,
- du 10/06/2010 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le plan local d'urbanisme.

Il propose au conseil municipal de procéder à l'enquête publique.

Le conseil municipal accepte la mise à l'enquête publique et donne
pouvoir au maire de mener à bien l'ensemble de la procédure.

Fait et délibéré, les jour, mois, et an susdits.

Pour copie conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,
le 08/11/2011

Le Maire

FAGOO Maurice

Signature et cachet

SOUS - PRÉFECTURE

10 NOV. 2011

DE COMPIÈGNE (OISE)

ANALYSE DU RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

7 observations ont été effectuées sur le registre d'enquête publique et 2 observations ont été effectuées par courrier. Elles font l'objet de réponses de la part du commissaire-enquêteur.

Avis favorable du commissaire-enquêteur.

Observations émises lors de l'enquête publique	Réponses validées par le groupe de travail
1) Le représentant la société GIS approuve la délimitation de la zone UE, en rappelant qu'elle répond aux souhaits d'extension de l'entreprise employant une cinquantaine de personnes. <i>(réponse du commissaire-enquêteur indiquant qu'il prend acte des souhaits d'extension de l'entreprise).</i>	Il est pris bonne note de cette observation. Pas de modification apportée au dossier PLU.
2) Demande de classement en zone UA (habitations) et non UE (activités) des terrains situés sur les parcelles n°9, 10, 11, 12 et 14 section ZD, en entrée de village ouest, du fait des nuisances que pourraient engendrer sur les habitations situées en face, l'implantation d'activités économiques. <i>(réponse du commissaire-enquêteur indiquant que l'implantation d'habitations sur ces terrains desservis par les réseaux n'est pas souhaitable en raison de leur proximité de la zone d'activités économiques existantes).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur. Pas de modification apportée au dossier PLU.
3) Observation de la propriétaire de la parcelle n°215 section B, inscrite en emplacement réservé n°4, indiquant qu'elle n'est pas opposée à la vente de son terrain à la commune, au prix du terrain à bâtir. <i>(réponse du commissaire-enquêteur rappelant le principe de l'emplacement réservé laissant la possibilité au propriétaire d'un terrain concerné de mettre en demeure la commune de son acquisition).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur. Pas de modification apportée au dossier PLU.
4) Demande de suppression de la trame « Eléments de paysage à préserver » sur la parcelle n°196 section B, au regard de projets futurs d'extension de bâtiments agricoles. <i>(réponse du commissaire-enquêteur donnant un avis favorable à cette requête et demandant également de supprimer cette trame sur la parcelle n°15 section ZD, qui n'est plus plantée d'arbres).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur confirmant la réponse déjà donnée à l'observation n°20 de la Chambre d'Agriculture concernant la suppression de la trame « Eléments de paysage à préserver » sur la parcelle n°196 section B. Cette trame est réduite sur la parcelle ZD n°15 en entrée de village ouest, au regard des arbres restants et de leur intérêt paysager sur l'entrée de village et par rapport au bâti qui pourrait se développer sur le terrain voisin inscrit en zonée 1AUe.
5) Demande de classement en zone 1AUe de la parcelle n°69, chemin du tour de Ville. <i>(réponse du commissaire-enquêteur donnant un avis défavorable à cette requête au regard de l'emprise cohérente et suffisante du secteur 1AUe proposée).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur. Pas de modification apportée au dossier PLU.

Observations émises lors de l'enquête publique	Réponses validées par le groupe de travail
6) Opposition à l'emplacement réservé n°3 situé sur la parcelle n°241, rue des Vaches, en raison de la diminution de façade de terrain constructible. <i>(réponse du commissaire-enquêteur indiquant qu'il paraît souhaitable d'étudier la possibilité d'un achat à l'amiable d'une petite partie de la parcelle voisine n°239 afin de permettre l'élargissement de la ruelle Prince pour accéder aux parcelles n°236, 237, 238 inscrites en secteur UAp ; dans cette hypothèse l'emplacement réservé n°3 ne serait plus utile).</i>	Il est proposé de suivre l'avis du commissaire-enquêteur en rappelant que l'emplacement réservé n°3 a été ainsi délimité en laissant une largeur de façade de 20 mètres (parcelles n°241 et n°242 formant un seul terrain). La suppression de l'emplacement réservé n°3 donne une largeur de façade du terrain (parcelle n°241) de 10 mètres (comme pour la parcelle n°242) pour laquelle les possibilités d'implantation d'une construction sont réduites par les dispositions du règlement (articles 6 et 7 de la zone UA). M. le Maire prend contact avec le propriétaire de la parcelle n°239 avant de supprimer ou non l'ER n°3.
7) Souhait d'être informé de chaque modification du PLU en ce qui concerne la parcelle ZD n°61 (rue Verte) en partie inscrite en zone 2AU et pour l'autre partie en zone A. <i>(réponse du commissaire-enquêteur indiquant que les propriétaires ont été informés du projet d'élaboration du PLU dès 2008 et que le plan de zonage a même été modifié suite à leur demande).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur. Pas de modification apportée au dossier PLU en signalant que l'éventuelle ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU nécessitera une procédure de modification du PLU qui implique une nouvelle enquête publique permettant aux administrés de s'exprimer.
8) Demande de classement en zone constructible (UA) des parcelles n°90 et n°91 section B, chemin des Potelettes. <i>(réponse du commissaire-enquêteur donnant un avis défavorable à cette requête en raison de l'absence de réseaux desservant ces terrains).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur. Pas de modification apportée au dossier PLU.
9) Courrier de l'Association Nationale des Gens du Voyage Catholiques demandant que soit prise en compte au PLU la problématique de l'habitat des gens du voyage. <i>(réponse du commissaire-enquêteur indiquant en premier lieu qu'il n'a pas été constaté d'habitat occupé par des gens du voyage sur la commune d'Amy, cette problématique ne semblant pas se poser dans l'immédiat. En second lieu, le commissaire-enquêteur rappelle qu'il conviendra de voir si la commune d'Amy ou la Communauté de Communes du Pays des Sources a des besoins à satisfaire à ce sujet suivant le schéma départemental sur l'accueil des gens du voyage en cours d'élaboration).</i>	Suivre l'avis du commissaire-enquêteur. Pas de modification apportée au dossier PLU.

OBSERVATION EMISE PAR LE COMMISSAIRE-ENQUETEUR :

- La parcelle n°464 section B, inscrite au projet de PLU en zone A, devrait être inscrite en zone UA du fait qu'elle est aujourd'hui construite. Il est proposé de donner une suite favorable à cette observation du commissaire-enquêteur, en précisant que la desserte par les réseaux et l'accès au terrain sont considérés par la commune, depuis la rue de l'Eglise conformément au permis de construire accordé par le Préfet.

Les réponses proposées dans les tableaux ci-dessus respectent les conclusions du commissaire-enquêteur qui émet un avis favorable au projet de P.L.U. soumis à enquête publique.